

MULTIRISQUE ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

De l'école maternelle à l'université

– y compris Sections d'Éducation Spécialisées (S.E.S.) et

Établissements Régionaux d'Enseignement Adapté (E.R.E.A.) –

Ce contrat s'adresse également aux Établissements d'Enseignement Agricole et Établissements spécialisés du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi

Un service que propose le secteur Assurances de la Ligue de l'enseignement

| Edition 01/09/2016 |



S O M M A I R E

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Textes régissant la formule	page 3
1.2 - Exercice d'activité.....	page 3
1.3 - Date d'effet et durée des garanties	page 3

ARTICLE 2 - PERSONNES MORALES ET PHYSIQUES ASSUREES

2.1 - Personnes morales	page 3
2.2 - Personnes physiques	page 3

ARTICLE 3 - ACTIVITES GARANTIES

page 3

ARTICLE 4 - OBJET DES GARANTIES

4.1 - Responsabilité Civile de base	page 3
4.1.1 - Les intoxications	page 4
4.1.2 - Trajet-missions - utilisation d'un véhicule	page 4
4.1.3 - Collaborateurs bénévoles - utilisation d'un véhicule	page 4
4.1.4 - Autres responsabilités encourues par la personne morale.....	page 4
4.1.5 - Risques d'employeur	page 5
4.1.6 - Responsabilité civile des mandataires sociaux	page 5
4.1.7 - R.C. de l'association organisatrice de l'activité aéromodélisme de moins de 25 kg et R.C. des licenciés pratiquant l'activité	page 5
4.1.8 - R.C. organisation ou vente de voyages ou séjours	page 5
4.1.9 - Responsabilité civile du fait des produits livrés	page 6
4.2 - Responsabilités civiles liées à l'occupation de locaux occasionnels ou à la location de locaux permanents.....	page 7
4.3 - Abandon de recours	page 8
4.4 - Exclusions générales	page 8
4.5 - Défense Civile	page 8
4.6 - Protection juridique	page 9
4.7 - Assurance Dommages	page 10
4.7.1 - Le vol d'espèces, de titres, valeurs et bijoux	page 10
4.7.2 - Les expositions	page 11
4.7.3 - Les dommages au véhicule des collaborateurs bénévoles	page 11
4.7.4 - Dommages aux biens appartenant ou prêtés à la personne morale	page 12
4.7.5 - Les biens propriété des personnes physiques assurées.....	page 14
4.7.6 - Garantie Annulation Spectacle	page 15
4.7.7 - Garantie Annulation Voyages	page 15
4.8 - Assurance de personnes Accident - Maladie grave	page 16
4.8.1 - Frais médicaux consécutifs à accident ou maladie grave	page 16
4.8.2 - Garanties annexes « accident corporel »	page 16
4.8.3 - Invalidité permanente « accident corporel »	page 16
4.8.4 - Décès par accident	page 17
4.8.5 - Exclusions « assurance de personnes »	page 17
4.9 - Assistance de personnes	page 17

ARTICLE 5 - TERRITORIALITE

page 17

ARTICLE 6 - PRESCRIPTION

page 17

ARTICLE 7 - ASSUREURS PROCURANT LES GARANTIES

page 18

NATURE ET PLAFONDS DES GARANTIES

page 19

BAREME DE REMBOURSEMENT « DEFENSE PENALE ET RECOURS - ASSISTANCE JURIDIQUE »

page 20

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - TEXTES REGISSANT LA FORMULE

La présente formule se trouve régie par :

- la notice descriptive des Conditions Générales (édition 09/2016),
- le cas échéant, les Conditions ou Conventions Particulières complémentaires.

1.2 - EXERCICE D'ACTIVITE

Du 1^{er} septembre de l'année en cours au 31 août de l'année suivante.

1.3 - DATE D'EFFET ET DUREE DES GARANTIES

L'assurance prend effet à la date mentionnée aux Conditions Particulières, les garanties étant accordées jusqu'au 31 octobre.

Le contrat est reconduit automatiquement à son échéance (fixée au 1^{er} novembre) sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties selon les modalités prévues à l'article 4 des conditions générales.

ARTICLE 2 - PERSONNES MORALES ET PHYSIQUES ASSUREES

2.1 - PERSONNES MORALES

- l'Etablissement d'Enseignement souscripteur ;
- l'ensemble des associations socio-éducatives et sportives créées dans le cadre de l'Etablissement.

2.2 - PERSONNES PHYSIQUES

- les dirigeants de l'Ecole ou de l'Etablissement et les enseignants pour tous dommages ne relevant pas d'une réparation légalement à la charge de l'Etat (loi du 5 avril 1937 ou de la législation « Accident de Service ») ;
- les enfants, élèves, étudiants régulièrement inscrits ;
- les stagiaires employés par l'Etablissement ;
- les intervenants extérieurs ;
- les collaborateurs bénévoles, ainsi que toute personne physique apportant son concours occasionnel ;
- les membres (dirigeants, animateurs, préposés salariés ou non, participants) des associations visées à l'article 2.1 ;
- les aides bénévoles non membres des personnes morales assurées, appelés à la demande de celles-ci, à prêter exceptionnellement leur concours gratuit lors de manifestations ou réalisations occasionnelles ;
- les père et mère (pour la seule garantie Responsabilité civile), du fait des dommages causés par leurs enfants mineurs dans le cadre des activités organisées par les personnes morales assurées.

ARTICLE 3 - ACTIVITES GARANTIES

- les activités pratiquées à l'extérieur de l'Etablissement y compris celles facultatives.
- les services scolaires organisés par les associations scolaires de l'Etablissement (cantines, restaurants scolaires ou universitaires, garderies, études surveillées). Toutefois, l'élève demeure garanti si le service scolaire relève d'un organisateur autre que celui mentionné ci-dessus.
- les activités socio-éducatives, pédagogiques et sportives organisées par les personnes morales assurées (exemples : projets d'actions éducatives - classes de découvertes, classes Villette, classes d'initiation artistique - séjours linguistiques et culturels dans le cadre des jumelages d'Etablissement - activités des coopératives scolaires, des foyers socio-éducatifs - activités sportives complémentaires relevant de l'USEP, de l'UNSS, de la FNSU, ...).

ARTICLE 4 - OBJET DES GARANTIES

4.1 - RESPONSABILITE CIVILE DE BASE

Le contrat garantit, dans les limites définies au tableau récapitulatif des garanties, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant aux assurés, en raison des **dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés aux tiers** au cours ou à l'occasion des **activités assurées**.

Les assurés tels que définis à l'article 2 sont considérés comme **tiers entre eux** (sous réserve, en cas de dommages corporels de la non application de la Législation « Accident du Travail »).

Par extension, sont garantis les dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel, à **l'exclusion** :

- **des dommages provenant de publicité mensongère, de concurrence déloyale, de contrefaçon, de diffamation, menace, chantage, atteintes à la vie privée, dénonciation calomnieuse, injure.**
- **des conséquences de la responsabilité civile encourue soit par l'association employeur, soit personnellement par l'un de ses dirigeants du fait des relations de travail, hormis les hypothèses d'accident ou maladie professionnelle,**
- **des conséquences d'engagements pris par l'assuré dans la mesure où les obligations qui en résultent excèdent celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux,**
- **des dommages résultant du fonctionnement et/ou de l'organisation interne de la collectivité,**
- **des dommages résultant d'une inobservation des délais de livraison ou d'une absence totale de livraison.**

Ainsi sont couverts, les **dommages causés par** :

- une faute, une imprudence, une négligence commises par l'assuré mis en cause si celles-ci ne présentent pas un caractère **intentionnel** ;
- le fait **des choses** dont les assurés ont la garde (objets, mobilier, matériel) ;

- la faute des **préposés et salariés** de la personne morale assurée **et de toutes autres personnes physiques** dont elle serait tenue pour responsable ;
- les **animaux** dont les assurés ont la propriété ou la garde.

A ce titre, sont notamment compris dans la garantie :

4.1.1 - les INTOXICATIONS par aliments ou produits divers, préparés, servis ou vendus par les assurés (y compris présence fortuite dans ceux-ci de corps étrangers).

Cette garantie s'applique aux réclamations présentées par les tiers durant la période de validité du contrat ou, en cas de résiliation, dans les 10 années qui suivent la date de mise en circulation des produits fabriqués ou distribués pendant la période de validité du contrat, conformément aux dispositions de l'article 1386-16 du Code Civil.

4.1.2- TRAJET-MISSIONS - UTILISATION D'UN VEHICULE

La garantie est acquise aux personnes morales assurées à raison d'accidents de la circulation causés aux tiers par un véhicule terrestre à moteur (dont elles ne détiennent ni la propriété, ni la garde), utilisé pour tout déplacement effectué sur mandat ou à leur insu.

Lorsque le véhicule est utilisé régulièrement, la garantie n'est accordée qu'à la condition expresse que le contrat d'assurance « automobile » souscrit pour l'emploi de ce véhicule comporte au moment de l'accident, une clause d'usage conforme à l'utilisation qui en est faite, sauf cas fortuit ou de force majeure.

La garantie est également acquise aux personnes morales en cas d'accident causé aux tiers par un véhicule terrestre à moteur (dont elles ne détiennent ni la propriété, ni la garde, ni l'usage) utilisé à leur insu par un mineur qui leur est confié.

Il est précisé que demeurent exclus en toutes circonstances :

- **les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés, salariés ou non, des personnes morales assurées,**
- **les dommages subis par le véhicule impliqué dans l'accident.**

4.1.3 - COLLABORATEURS BENEVOLES - UTILISATION D'UN VEHICULE

La garantie « responsabilité civile » est acquise en faveur des « collaborateurs bénévoles », c'est-à-dire toute personne membre ou non de la personne morale assurée qui accepte, pour les besoins propres de l'association, d'utiliser à titre gratuit, son véhicule personnel ou celui d'un tiers, y compris pour l'encadrement d'épreuves sportives autres que des manifestations de véhicules terrestres à moteur (notamment, courses pédestres, cyclistes et toutes autres non motorisées).

La garantie s'applique aux déplacements visés par la Note de Service n° 86.101 du 5/03/1986 de l'Education Nationale relative au transport d'élèves (USEP, coopératives scolaires, ...).

Exclusions : se reporter à l'article 4.7.3 ci-après.

Les garanties définies aux articles 4.1.2 et 4.1.3 n'interviendront qu'en complément ou à défaut involontaire des garanties minimales accordées par tout contrat souscrit pour l'emploi dudit véhicule afin de satisfaire à l'obligation d'assurance automobile.

4.1.4 - AUTRES RESPONSABILITES ENCOURUES PAR LA PERSONNE MORALE

A - BIENS CONFIES EN DEPOT

Les dommages subis par les biens confiés à titre de **dépôt** et non destinés à **l'usage des assurés** avec application de **la franchise** mentionnée au tableau des garanties et dans la limite fixée audit tableau.

B - AGENTS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

La garantie « responsabilité civile » est acquise en faveur des personnes morales assurées, organisatrices de manifestations et activités diverses, bénéficiaires du concours des Agents de l'Etat et des Collectivités locales, pour les risques suivants :

- dommages corporels et matériels causés à autrui par les agents ou leurs animaux (**exception faite des dommages résultant de l'utilisation de tout véhicule à moteur**), à concurrence du montant prévu au tableau des garanties,
- dommages corporels subis par les agents à concurrence des montants versés par les Autorités selon leurs statuts et lois,
- dommages matériels causés aux tenues, armes, instruments et matériels divers dédités agents et à leurs animaux et ce, dans la limite du montant indiqué au tableau des garanties.

Toutefois, demeurent exclus les dommages causés résultant de l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur.

C - CONVENTION D'ASSISTANCE

Responsabilité à l'égard de toutes personnes physiques dont le concours a été sollicité ou accepté, si celles-ci invoquent à l'encontre de l'assuré la responsabilité découlant d'une « convention d'assistance » et pour autant que cette convention tacite d'assistance soit indubitablement établie.

D - MANDANTS

Responsabilité vis-à-vis de ses mandataires bénévoles si celle-ci est mise en cause en sa qualité de mandant.

La garantie des risques C et D ci-dessus se limite aux seuls accidents corporels subis par les personnes physiques citées si la réparation du préjudice n'entre pas dans le cadre de la législation « Accident du Travail ».

E - POLLUTION

Garantie des dommages de pollution strictement accidentels, dans la limite de 76.225 € par année d'assurance à **l'exclusion de ceux provenant des installations classées lorsqu'elles sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes (articles L.511-1, L.511-2 et L.512-1 du Code de l'Environnement).**

F - ORGANISATEUR D'EPREUVES NON MOTORISEES

Pour les fautes commises en qualité « d'organisateur » d'épreuves pédestres, cyclistes et de toutes autres non motorisées, à **l'exception toutefois des manifestations non objet d'une demande d'autorisation administrative préalable alors que la nature de l'épreuve l'exigeait ou de celles qui, bien que déclarées, sont frappées d'un arrêté d'interdiction.**

G - FAUTE D'ORGANISATION EMBARCATIONS ET BATEAUX A MOTEUR

Pour les dommages causés par ceux-ci et qui engageraient la seule responsabilité de l'assurée pour faute d'organisation. **Les manifestations sportives officielles publiques demeurent cependant exclues.**

4.1.5 - RISQUES D'EMPLOYEUR

A - VOLS COMMIS PAR UN PREPOSE

Au préjudice d'un tiers étranger aux assurés (sous réserve du dépôt immédiat d'une plainte au Parquet).

B - FAUTE INTENTIONNELLE D'UN PREPOSE

Pour les recours exercés par la Sécurité Sociale ou par la victime salariée (ou ses ayants droit) à l'encontre de la personne assurée aux termes de l'article L.452-5 du Code de la Sécurité Sociale et des dispositions analogues du Code Rural.

C - FAUTE INEXCUSABLE DE L'EMPLOYEUR (ou d'auteurs substitués à celui-ci dans la direction) résultant des articles L.451-1 à 4 du Code de la Sécurité Sociale (frais et honoraires de procédure inclus), **exception faite :**

- des hypothèses judiciairement reconnues de harcèlement sexuel ou moral,
- des dommages de toutes natures causés par l'amiante.

D - MALADIES PROFESSIONNELLES

Est garantie la responsabilité civile encourue par les personnes morales assurées, à l'égard de leurs préposés, en raison du préjudice causé à ces derniers par une maladie dont l'origine se rapporte à l'exercice de la profession selon conclusion des experts et ce, bien que la « maladie professionnelle » ne soit pas encore reconnue comme telle par la législation du travail (**sauf maladies liées à l'amiante**).

4.1.6 - RESPONSABILITE CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX

A - ETENDUE DE LA GARANTIE

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par les mandataires sociaux des associations et organismes à but **non lucratif**, en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de leur fonction de dirigeant.

La garantie, limitée au préjudice subi par des **tiers étrangers** à l'assuré, ne joue que pour les seules causes imputables au mandataire, c'est-à-dire provenant de son propre fait.

Il n'y a pas assurance pour les faits ou événements susceptibles de faire jouer la garantie si l'assuré en a eu connaissance avant la souscription des garanties.

La garantie est accordée dans la limite de 310.000 € par sinistre c'est-à-dire pour l'ensemble des réclamations se rattachant à un même fait générateur et quel que soit le nombre d'assurés mis en cause.

Le montant ci-dessus de la garantie comprend l'ensemble des indemnités dues, intérêts et frais de défense (frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'instruction, d'avocat, d'exécution des décisions de justice ainsi que les frais judiciaires) inclus.

Une franchise de 10 % du montant du règlement de tout sinistre, **avec un minimum de 457 €** demeure à la charge de l'assuré.

B - EXCLUSIONS

Outre les exclusions générales visées à l'article 4.4, sont exclus :

- les conséquences d'un défaut ou d'une insuffisance d'assurance liée à l'activité de l'association,
- les préjudices résultant du fait intentionnel, du dol ou manoeuvres frauduleuses, de corruption, commis par les assurés ou avec leur complicité,
- les conséquences de clauses statutaires aggravant pour les assurés la responsabilité résultant de textes légaux ou réglementaires, ainsi que les conséquences de leurs engagements en qualité de caution de l'association,
- toutes amendes, y compris les conséquences du non versement intentionnel des sommes dues aux organismes publics,
- les préjudices subis par les assurés, par les conjoint, descendants, ascendants ou concubin des assurés dont la responsabilité est engagée.

4.1.7 - RC DE L'ASSOCIATION ORGANISATRICE DE L'ACTIVITE AERODELISME DE MOINS DE 25 KG ET RC DES LICENCIES PRATIQUANT L'ACTIVITE

4.1.7.A - Conditions de la garantie :

Cette garantie se limite à la seule utilisation au sol ou en vol (sur terrains ou plans d'eau agréés par les autorités, le maire et/ou le propriétaire) des **aéromodèles de moins de 25 kg, exception faite des manifestations publiques aériennes.**

4.1.7.B - Exclusions particulières :

- les dommages subis par :
 - le pilote ou pratiquant, les préposés et salariés en service,
 - l'appareil, les biens de toutes natures et animaux confiés au licencié.
- les dommages causés par :
 - toute matière explosive, incendiaire ou dangereuse, chargée à bord,
 - suite d'une évolution intentionnelle au-dessous des limites d'altitude de sécurité prescrites par la réglementation ou dans des zones interdites ou non autorisées,
 - un appareil dont les limites de poids et de centrage ne sont pas conformes aux prescriptions techniques.
- le défaut de brevets, licences, qualifications, autorisations, lorsque de tels documents sont requis par la réglementation.
- les manifestations publiques aériennes (présentations publiques d'astromodélisme et d'aéromodélisme), compétitions, tentatives de record ou leurs essais, et toutes épreuves de vitesse, objet d'un classement des concurrents.

4.1.8 - R.C. ORGANISATION OU VENTE DE VOYAGES OU SEJOURS

4.1.8.1 - Activités garanties

Préambule : Seules sont garanties, sans cotisation complémentaire, **les associations socio-éducatives et sportives sans but lucratif créées dans le cadre de l'Etablissement n'ayant pas pour objet l'organisation de voyages ou de séjours et dispensées de**

l'immatriculation au registre national des agents de voyage et autres opérateurs de la vente de voyages et de séjours et ce, conformément aux dispositions des articles L.211-1 et L.211-18 du Code du Tourisme.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article L.211-1, seuls sont garantis les voyages et séjours organisés en faveur des adhérents.

Par conséquent, sont garanties les associations se livrant aux opérations suivantes :

- organisation ou vente de voyages ou séjours à l'occasion de l'assemblée générale ou de voyages exceptionnels liés au fonctionnement de l'association **organisés pour les seuls adhérents,**
- organisation **sur le seul territoire national** des accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif conformément à l'article L.227-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

De même, sont couverts les séjours linguistiques et, en France comme à l'étranger, les voyages scolaires, les sorties scolaires facultatives avec nuitée(s).

4.1.8.2 - Objet de la garantie

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile telle que définie aux articles L.211-16 et L.211-17 du Code du Tourisme que peut encourir l'assuré, en raison des dommages causés à des clients, à des prestataires de services ou à des tiers par suite de faute, erreur de fait ou de droit, omission ou négligence commise à l'occasion des opérations définies à l'article 4.1.8.1, tant de son propre fait que de celui de ses préposés salariés et non salariés.

Si elle engage la responsabilité de l'assuré, la garantie s'applique également en cas de perte, vol ou détérioration de bagages et objets confiés à **l'exception des espèces monnayées, billets de banque, fourrures, bijoux et objets précieux.**

Elle s'applique également au remboursement des **frais supplémentaires** supportés par les clients et directement imputables à la non-fourniture ou à la fourniture insuffisante des prestations ou services énoncés à l'occasion des opérations garanties.

4.1.8.3 - Montant des garanties et de la franchise

La présente garantie s'exerce à concurrence des sommes fixées ci-après :

Responsabilité civile professionnelle (pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance et pour un même assuré) :

- au titre de l'ensemble des réclamations afférentes à des chefs de préjudice autres que ceux ci-dessous : 5.000.000 € par an.
- au titre de la perte, du vol ou de la détérioration de bagages et objets confiés : 15.245 €.

L'assuré supporte une **franchise de 10 %** du montant de chaque règlement, avec un **minimum de 76 € par réclamation.**

4.1.8.4 - Exclusions

Sont exclus des garanties visées ci-dessus :

- **l'organisation et la vente de voyages et séjours (et les services liés à ceux-ci, y compris production et vente de forfaits touristiques) en France et à l'étranger, effectuées par des associations ou**

organismes sans but lucratif dont « l'objet » est de se livrer à ces opérations,

- **la gestion (y compris transport) à l'étranger de centres de loisirs, de villages vacances et maisons familiales agréés,**
- **les voyages et séjours occasionnels (sur le territoire national comme à l'étranger) ouverts à des non adhérents,**
- **les voyages et séjours occasionnels à l'étranger ouverts à des non adhérents,**
- **les dommages causés :**
 - **à l'assuré lui-même, à ses conjoint, ascendants et descendants,**
 - **à ses collaborateurs et préposés dans l'exercice de leurs fonctions,**
 - **lorsque l'assuré est une personne morale, à ses représentants légaux ainsi qu'à leurs conjoint, ascendants et descendants,**
- **les dommages dus à l'exploitation de moyens de transport dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage,**
- **les dommages engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de propriétaire ou d'exploitant d'installations hôtelières ou d'hébergement,**
- **les conséquences d'engagements particuliers dans la mesure où ils excèdent ceux auxquels l'assuré est tenu en vertu des textes légaux sur la responsabilité,**
- **l'indemnité due au titre de l'article R.211-10 du Code du Tourisme.**

4.1.9 - RESPONSABILITE CIVILE DU FAIT DES PRODUITS LIVRES

4.1.9.1 - Objet des garanties

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber aux personnes morales assurées en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers y compris aux clients, imputables aux travaux, services, biens, produits ou marchandises réceptionnés ou livrés et ayant leur origine dans un vice, une erreur ou une malfaçon et ce, après leur réception ou leur livraison.

La garantie s'applique aux réclamations présentées par les tiers durant la période de validité du contrat ou, en cas de résiliation de ce dernier, dans les 10 années qui suivent la date de mise en circulation des biens visés ci-dessous, conformément aux dispositions de la loi n° 98-389 du 19 mai 1998 :

- des produits fabriqués ou distribués pendant la période de validité du contrat,
- des ouvrages réalisés par la personne morale collectivité durant la même période.

La garantie ne couvre pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré à la date de la souscription.

En cas de résiliation du contrat, la garantie est accordée pendant toute la durée de la garantie subséquente de 5 ans (article 6 des Conditions Générales) à concurrence des montants indiqués aux Conditions Particulières en vigueur l'année précédant la date de résiliation du contrat. Ce montant est unique et s'applique à l'ensemble des réclamations présentées pendant le délai subséquent.

4.1.9.2 - Exclusions :

Outre les exclusions prévues à l'article 4.4 sont exclus de la garantie :

- les réalisations ayant fait l'objet de réserves significatives lors de la réception ou la livraison,
- les dommages, vices, erreurs ou malfaçons connus avant la prise d'effet des garanties,
- les dommages dus aux réalisations commercialisées non munies d'une autorisation exigée par des dispositions légales ou réglementaires,
- les frais de réparation ou de remplacement des travaux ou des produits livrés défectueux (sauf frais de dépose et de repose nécessités par la réparation ou le remplacement),
- la non obtention des résultats attendus,
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1792 et 2270 du Code Civil,
- les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment où les faits à l'origine du dommage ont été commis,
- les dommages résultant des produits et/ou marchandises exportés, à votre connaissance, aux USA ou au Canada,
- les dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel résultant d'un vice ou d'un défaut de conformité aux engagements contractuels, aux spécifications du constructeur ou concepteur, lorsque ce défaut ou cette non-conformité était prévisible ou manifeste, au moment de la livraison des produits.

4.2 - RESPONSABILITES CIVILES LIEES A L'OCCUPATION DE LOCAUX OCCASIONNELS OU A LA LOCATION DE LOCAUX PERMANENTS

4.2.1 - ETENDUE DE LA GARANTIE

Sans déclaration préalable et quel que soit leur nombre, sont assurés : les locaux d'activités ou d'entrepôt, les stands de kermesse, parquets de bal, tentes, chapiteaux, salles publiques de spectacles, mis occasionnellement à la disposition de la personne morale assurée.

Par ailleurs, est également assurée sans déclaration préalable la responsabilité civile de la personne morale assurée vis-à-vis du propriétaire et des voisins et des tiers du fait de la location ou de la mise à disposition gratuite permanente de locaux.

ATTENTION : EN REVANCHE LES LOCAUX PERMANENTS DONT LA PERSONNE MORALE ASSUREE SERAIT PROPRIETAIRE SONT EXCLUS DE CETTE GARANTIE.

Responsabilités assurées :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité de la personne morale assurée vis-à-vis :

A - du propriétaire du local

- pour les dommages matériels d'incendie, d'explosion ou d'eau garantis et causés à l'immeuble et aux biens mobiliers.

- pour les pertes de loyers des locaux occupés par l'assuré ou par d'autres locataires consécutives à ces dommages, ainsi que pour la perte de l'usage des locaux utilisés par le propriétaire lui-même. L'indemnité est calculée sur la base du montant annuel du loyer ou de la valeur locative, et en fonction du temps nécessaire (au maximum une année à partir du sinistre) à la remise en état des locaux sinistrés.
- pour le trouble de jouissance consécutif à ces dommages matériels et causés à d'autres locataires de l'immeuble.
- les dommages électriques.
- le vol ou tentative de vol.
- les détériorations accidentelles.
- le bris des glaces.

B - des voisins et des tiers pour les dommages matériels et immatériels consécutifs qui leur sont causés par communication d'un incendie, d'une explosion ou d'un dégât des eaux survenu dans les biens garantis.

4.2.2 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions générales visées à l'article 4.4, sont exclus :

- les bâtiments classés ou inventoriés, même en partie, au registre des monuments historiques ou situés dans un site classé.
- les dommages subis par les locaux (et les biens compris dans ces locaux) dont la personne morale assurée est propriétaire, ainsi que ceux dont elle détient l'exclusivité d'utilisation pendant plus de trois mois ou renfermant des dépôts de liquides inflammables supérieurs à 200 litres, ou de gaz supérieurs à 1.000 kg.
- les amendes, y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles.
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en vertu d'obligations contractuelles ; la garantie demeure acquise à l'assuré dans les limites du contrat si, à l'occasion de dommages corporels, matériels et immatériels, sa responsabilité était recherchée à titre contractuel lorsque cette responsabilité civile lui aurait incombé en l'absence de toute obligation contractuelle.
- les pertes, disparitions, manques à l'inventaire, les relevés de casse à l'issue d'un séjour ou d'une réalisation.

Sont également exclus les dommages corporels, matériels et immatériels causés par :

- tous véhicules terrestres à moteur (y compris les engins de chantier automoteurs qu'ils fonctionnent comme véhicules ou comme outils),
- tous véhicules terrestres construits en vue d'être attelés à un véhicule terrestre à moteur et destinés au transport de personnes ou de choses,
- tous appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur,
- tous engins flottants ou aériens, tous véhicules aériens, maritimes ou fluviaux ou lacustres,

dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

4.3 - ABANDON DE RECOURS

Dans le cas où l'Etat, les départements, les communes et plus généralement tous les organismes de droit public ou privé impliqués dans les activités de la personne morale assurée, exigeraient par écrit l'abandon de tout recours, l'assureur se désisterait de toute action à leur encontre.

4.4 - EXCLUSIONS GENERALES

EXCLUSIONS «RESPONSABILITE» DES ARTICLES 4.1 ET 4.2 CI-DESSUS

Sont exclus des garanties, outre les exclusions prévues à l'article 7 des Conditions Générales :

4.4.1 - Les dommages causés par :

- a) tous véhicules terrestres à moteur y compris les engins de chantier automoteurs (qu'ils fonctionnent comme véhicules ou comme outils), tous véhicules terrestres construits en vue d'être attelés à un véhicule terrestre à moteur et destinés au transport de personnes ou de choses, tous appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur, sauf ce qui est dit aux articles 4.1.2 (Trajet - Mission) et 4.1.3 (Collaborateurs Bénévoles) ;
- b) tous engins ou véhicules flottants pourvus d'un moteur à l'exception des modèles réduits ainsi que ce qui est dit à l'article 4.1.4.G (faute d'organisation de la personne morale) ;
- c) tous appareils aériens ou la pratique d'activités aériennes sauf ce qui est dit à l'article 4.1.7 en ce qui concerne la pratique de l'aéromodélisme de moins de 25 kg ;
- d) la pollution de l'atmosphère, des eaux ou du sol, ainsi que par toutes autres atteintes à l'environnement résultant de l'émission, du rejet ou du dépôt de substances solides, liquides ou gazeuses, de bruits, odeurs, vibrations, ondes, radiations, rayonnement ou modification de température, poussières (sauf ce qui est dit à l'article 4.1.4.E) ;
- e) tous ouvrages, travaux ou prestations de services effectués par l'assuré qu'ils aient été réceptionnés ou non et qui surviennent après l'achèvement desdits ouvrages, travaux et prestations de service ;
- f) les objets, marchandises, denrées, produits fournis par l'assuré, survenant après leur livraison, leur tradition ou leur remise effective par l'assuré, dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user hors de toute intervention de l'assuré et de ses préposés (à l'exception de ce qui est dit à l'article 4.1.9).

4.4.2 - Les dommages subis par tous biens appartenant, loués ou confiés à l'assuré (exception faite de ce qui est dit aux articles 4.1.4 A et 4.2 relatifs aux biens confiés en dépôt et aux risques locatifs ou d'occupants).

4.4.3 - Les dommages matériels et immatériels causés par l'incendie, l'explosion, les eaux, l'électricité, lorsque la responsabilité des assurés est encourue à titre de propriétaire des biens.

L'exclusion ne s'applique pas :

- aux incendies, explosions, le fait des eaux et tous phénomènes électriques provenant de tentes de camping ou installations provisoires (autres que

bâtiments, chapiteaux et structures gonflables) utilisées en plein air ;

- aux biens visés à l'article 4.2 (locaux occasionnels ou locaux dont l'association est locataire).

4.4.4 - Sont exclus les activités suivantes :

- a) la pratique des activités sportives motorisées ;
- b) les activités aériennes de toutes natures (sauf aéromodélisme moins de 25 kg « hors présentation publique » pratiqué en USEP, camps et centres de vacances, centres de loisirs, classes de découvertes et en association ne relevant pas d'une obligation d'affiliation à l'UFOLEP) ;
- c) les épreuves, manifestations, concentrations, compétitions (ainsi que leurs essais et entraînements) motorisés exigeant une déclaration ou une autorisation administrative préalable conformément aux articles R.331-18 à R.331-34 du Code du Sport. Cette exclusion vaut pour tous dommages causés au cours ou à l'occasion de ce type d'épreuves ou de manifestations (y compris ceux engageant la RC générale et non liés à la conduite d'un engin motorisé). Cette exclusion s'applique donc pour toutes les garanties de responsabilité civile visées au présent article 4. Cette exclusion ne peut être levée qu'avec la souscription auprès de l'APAC d'un contrat **Responsabilité Civile Organisateur Manifestation de Véhicules Terrestres à Moteur**.
Cette exclusion ne vise pas les épreuves pédestres, cyclistes et toutes autres non motorisées ;
- d) les dommages engageant la responsabilité civile personnelle des médecins, auxiliaires médicaux et paramédicaux dans l'exercice de leurs activités médicales pour le compte de la personne morale assurée (y compris premiers soins et secours dans le cadre de manifestations, épreuves, compétitions et entraînements).

4.4.5 - Les dommages de toutes natures causés par l'amiante.

4.5 - DEFENSE CIVILE

4.5.1 - L'assureur s'engage à défendre la personne morale et les personnes physiques assurées devant toute juridiction à l'occasion d'un sinistre garanti au titre des articles 4.1 et 4.2 et à payer les frais de justice pouvant en résulter, à l'exclusion :

- des amendes,
- des frais de défense afférents à des diligences antérieures à la déclaration de sinistre auprès de l'assureur, sauf s'ils ont été exposés en raison d'une urgence caractérisée et ayant nécessité une mesure conservatoire.

4.5.2 - DIRECTION DES PROCEDURES

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée au titre des articles 4.1 et 4.2, l'assureur :

- a seul le droit de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants-droit,
- dirige la procédure devant les juridictions et a le libre exercice des voies de recours. Toutefois, lorsque cet assureur n'est pas partie devant la juridiction pénale, il doit recueillir l'accord du bénéficiaire des garanties, si celui-ci a été cité comme prévenu. A défaut d'accord, les honoraires de l'avocat personnel saisi seront pris

en charge dans la limite des plafonds indiqués au tableau des remboursements des honoraires figurant à l'annexe (barème de remboursement « Assistance Juridique »).

4.6 - PROTECTION JURIDIQUE

4.6.1 - DEFENSE PENALE ET RECOURS

Cette assurance, réservée au seul profit des personnes physiques assurées, permet à la suite d'un sinistre corporel ou matériel survenu lors d'une activité garantie :

- a) de pourvoir à la **défense** devant les tribunaux répressifs,
- b) d'exercer un recours amiable ou judiciaire en réparation du préjudice subi à l'encontre de tout tiers responsable non assuré par l'intermédiaire de l'APAC.

Sont exclus :

- **les amendes,**
- **les frais de défense afférents à des diligences antérieures à la déclaration de sinistre auprès de l'assureur,** sauf s'ils ont été exposés en raison d'une urgence caractérisée et ayant nécessité une mesure conservatoire.

La prise en compte de toute action en justice exige que le litige soit supérieur à 381 €.

En outre, la saisine d'un avocat ou de tout autre mandataire est soumise à l'accord préalable de l'APAC.

Lorsqu'il a fait le choix de son propre avocat, les frais et honoraires engagés par l'assuré lui sont remboursés dans les limites mentionnées à l'annexe.

En cas de contestation sur le montant de la réclamation ainsi que sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire, les parties nommeront chacune un arbitre.

En cas de désaccord entre ces arbitres, ceux-ci s'adjoindront un tiers arbitre désigné d'un commun accord.

Faute par l'une des parties de nommer un arbitre ou faute par les deux arbitres de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation incombera au Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de la victime, saisi sur simple requête signée par les deux parties ou par l'une seulement, l'autre devant être convoquée par lettre recommandée.

Chaque partie supporte les honoraires et frais de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si malgré l'avis des arbitres, l'assuré plaide à son compte et obtient une décision plus favorable que celle prévue par ceux-ci, le remboursement des frais engagés sera assuré dans la limite du plafond de garantie (sauf si l'avis défavorable des arbitres est fondé sur l'état d'insolvabilité de l'auteur de l'accident et que cette insolvabilité se trouve confirmée).

4.6.2 - ASSISTANCE JURIDIQUE

Cette assistance, **exclusivement réservée au profit de la personne morale assurée** s'applique à l'occasion de la survenance de litiges relatifs à tous événements issus de ses activités pour :

- engager des **actions amiables** ou **procédures** devant toutes juridictions pour la sauvegarde des droits de la personne morale assurée ;

- la **défense** devant toutes juridictions.

L'activité personnelle, les actes de vie privée du représentant de droit de l'assuré ne sont pas compris dans la garantie.

A - LES CONDITIONS DE LA GARANTIE

L'assureur n'intervient au titre du présent contrat que lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- l'assuré ne doit disposer, au moment de la prise d'effet de sa garantie, d'aucune information sur un éventuel litige susceptible de mettre en jeu la garantie : les faits, les événements ou la situation source du litige doivent être postérieurs à la date de prise d'effet de sa garantie, à moins que l'assuré ne prouve qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date ;
- **le litige doit être déclaré par l'assuré AVANT qu'il ne confie ses intérêts à un avocat ;**
- **la prise en compte de toute action en justice exige que le litige soit supérieur à 381 € ;**
- la demande d'intervention de l'assuré se situe entre la date de prise d'effet et celle de résiliation du contrat.

B - INFORMATION DE L'ASSUREUR

Déclaration de l'événement :

Sous peine de déchéance, et sauf cas fortuit ou de force majeure, la personne morale assurée est tenue de déclarer le litige à l'APAC, dans les 5 jours ouvrés où elle en a eu connaissance ; en cas de non respect de ce délai, l'assureur ne peut lui opposer la déchéance pour déclaration tardive qu'à la condition de démontrer le préjudice qui résulte pour lui de ce retard.

Lorsque la personne morale assurée fait de mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits, les événements ou la situation à l'origine du litige ou plus généralement sur tout élément pouvant servir à la solution d'un litige, elle est entièrement déchue de tout droit à la garantie pour le litige considéré.

Autres obligations :

La personne morale assurée doit transmettre à l'APAC dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissier, assignations et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés.

Afin de permettre à l'assureur de donner son avis sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, la personne morale assurée doit l'informer à chaque nouvelle étape de la procédure.

En cas de manquement à ces obligations, l'assureur est fondé à réclamer à la personne morale assurée -ou à retenir sur les sommes dues- l'indemnité correspondant au préjudice ainsi causé.

Une fois informé de l'ensemble des données du litige ainsi qu'à toute étape du règlement de ce dernier, l'assureur fait connaître son avis sur l'opportunité de transiger, d'engager ou de poursuivre une instance judiciaire en demande comme en défense, les cas de désaccord étant réglés selon les modalités prévues au paragraphe E.

C - LES PRESTATIONS FOURNIES

A l'occasion de la survenance d'un litige garanti, l'assureur s'engage à :

- fournir à l'assuré, après examen de l'affaire, tous conseils sur l'étendue de ses droits et la façon d'organiser sa défense ou de présenter sa demande ;
- procéder à toute démarche ou opération tendant à mettre fin au litige à l'amiable ;
- faire défendre en justice les intérêts de l'assuré et suivre l'exécution de la décision obtenue.

Lorsqu'il est fait appel à un avocat pour transiger le litige, assister ou représenter l'assuré en justice, celui-ci peut :

- soit confier ses intérêts à l'avocat de son choix,
- soit donner mandat à l'assureur pour désigner l'avocat chargé de défendre ses intérêts.

Par ailleurs, l'assuré a la liberté de choisir son avocat chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre lui-même et l'assureur.

Lorsqu'il a fait le choix de son propre avocat, les frais et honoraires engagés par l'assuré lui sont remboursés selon les modalités prévues ci-après et dans les limites mentionnées à l'annexe.

D - LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS

A l'occasion de la survenance d'un litige garanti, l'assureur prend en charge les frais et honoraires indiqués ci-après.

- les frais de constitution de dossier tels que frais d'enquête, coût de procès-verbaux de police ou de constat d'huissier engagés par l'assureur ou avec son accord,
- les frais taxables et émoluments d'avocats, d'avoués et auxiliaires de justice, ainsi que les autres dépens taxables,
- les honoraires d'experts ou de techniciens désignés par l'assureur ou choisis avec son accord,
- les honoraires et les frais non taxables d'avocat dans les conditions suivantes : lorsque l'assuré confie la défense de ses intérêts à l'avocat de son choix, les honoraires et les frais non taxables sont fixés d'un commun accord entre l'avocat et l'assuré qui procède directement à leur règlement.

L'assureur, à condition que l'assuré l'ait informé dans les conditions prévues plus haut, prend en charge les frais et honoraires engagés par l'assuré sur présentation des factures acquittées accompagnées de la décision rendue ou du protocole de transaction signé par les parties au litige, dans la limite des plafonds de remboursement mentionnés à l'annexe.

E - REGLEMENT EN CAS DE DESACCORD

En cas de désaccord entre l'assuré et l'assureur portant sur le fondement du droit de l'assuré ou sur les mesures à prendre en cas de litige, cette difficulté peut être soumise, à la demande de l'assuré, à l'appréciation d'un conciliateur désigné d'un commun accord par les parties, ou à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur à moins que le Président du Tribunal de Grande Instance n'en décide autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si contrairement à l'avis de l'assureur ou éventuellement à celui du conciliateur, l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle qui avait été proposée par l'assureur ou le conciliateur, l'assureur, dans la limite du plafond global d'assurance et des plafonds de remboursement figurant à l'annexe, prend en charge les frais et honoraires exposés par l'assuré pour cette procédure.

F - SUBROGATION

L'assureur, dans la limite des sommes qu'il a payées directement à l'assuré, ou dans l'intérêt de celui-ci, est subrogé dans ses droits selon les dispositions prévues par l'article L.121-12 du Code des Assurances.

G - EXCLUSIONS

Sont exclus de cette garantie « ASSISTANCE JURIDIQUE », les litiges relatifs :

1 - à un délit intentionnel au sens de l'article 121.3 du nouveau Code Pénal. Toutefois, l'assureur prend en charge les honoraires de l'avocat choisi par l'assuré dans la limite des plafonds de remboursement, dans l'hypothèse où la décision rendue, devenue définitive, ne retiendrait pas le caractère intentionnel de l'infraction (non-lieu, déqualification, relaxe, ...);

2 - à l'activité personnelle et aux actes de la vie privée de l'assuré, ou de son représentant légal ;

3 - aux questions fiscales ou aux cotisations sociales ;

4 - à la propriété intellectuelle ;

5 - aux activités politiques et syndicales ;

6 - aux conflits opposant les bénéficiaires de la garantie « Assistance Juridique » ou « Défense Pénale et Recours » entre eux ;

7 - à une infraction à une obligation légale d'assurance ;

8 - aux frais et honoraires d'avocat afférents à des diligences antérieures à la déclaration de sinistre à l'APAC, sauf s'ils ont été exposés en raison d'une urgence caractérisée et ayant nécessité une mesure conservatoire ;

9 - à des faits connus de l'assuré antérieurs à la prise d'effet des garanties ;

10 - à un contrat de travail (qu'il s'agisse de sa conclusion, de sa mise en œuvre ou de son terme), à un statut professionnel ainsi que les conflits collectifs du travail ;

11 - à la mise en place d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;

12 - à l'exercice d'une action contre le constructeur responsable et/ou l'assureur Dommages-Ouvrage lorsque la personne morale assurée n'a pas souscrit de contrat Dommages Ouvrage ou a souscrit un tel contrat auprès d'un autre assureur ;

13 - au recouvrement de créances correspondant à des prestations, produits ou services réalisés par la personne morale assurée.

4.7 - ASSURANCE DOMMAGES

4.7.1 - LE VOL D'ESPECES, DE TITRES, VALEURS ET BIJOUX

4.7.1.1 - Est garanti le vol commis par un tiers étranger à la personne morale assurée des espèces, titres, valeurs(*) et bijoux(*) appartenant ou confiés en dépôt à celle-ci :

A - par pénétration dans les locaux qui les renferment :

- commis après effraction extérieure ou par escalade desdits locaux ou avec forçage de leurs systèmes de fermeture par usage de fausses clefs,
- commis sans effraction extérieure, escalade, ni usage de fausses clefs, lorsque l'assuré prouvera que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les locaux précités,
- précédé ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre ou de violences dûment prouvées sur la personne en charge de ces biens.

Outre les conditions définies ci-dessus, la garantie s'appliquera sous réserve de l'effraction des meubles dans lesquels les espèces, titres et valeurs se trouvent déposés, des coffres-forts dans lesquels les bijoux se trouvent déposés et dans la mesure où les systèmes de fermeture desdits meubles et/ou coffres-forts ont été utilisés.

B - en cours de transport, exclusivement pour les espèces, titres et valeurs, par suite :

- de violences dûment établies sur la personne,
- de perte par cas de force majeure (malaise, perte de connaissance du transporteur de fonds, accident de circulation sur voie publique).

(*) les espèces, titres et valeurs : les espèces monnayées (billets de banque, pièces de monnaie, français ou étrangers), les monnaies et les lingots d'or et d'argent, les timbres-postes destinés à l'affranchissement, les timbres fiscaux et les feuilles timbrées, les titres et les autres valeurs mobilières (notamment bons de caisse, bons du trésor), les chèques, les factures de carte de paiement, les effets de commerce (notamment traites, lettres de change), les vignettes, les titres de transport, les chèques-restaurant **appartenant ou confiés en dépôt à l'association**.

(*) bijoux : les objets de parure d'une matière ou d'un travail précieux, **confiés en dépôt à l'association**.

Règles d'indemnisation : les biens visés ci-dessus sont évalués en considération de la perte effectivement subie par l'assuré et dans la limite des plafonds de garantie fixés au tableau des garanties :

- **les espèces, titres et valeurs : valeur nominale, frais de reconstitution ou dernier cours précédant le sinistre,**
- **les bijoux sont estimés par référence à la valeur que présente un bijou comportant des caractéristiques similaires sur le marché de l'occasion.**

4.7.1.2 - Exclusions

Sont exclus les vols commis par :

- **les préposés de l'assuré, le personnel de gardiennage, sauf si ces vols sont perpétrés en dehors de leurs heures de travail ou de service, avec effraction des systèmes de fermeture des locaux renfermant les biens assurés,**
- **les locataires, sous-locataires et autres occupants autorisés par l'assuré.**

4.7.2 - LES EXPOSITIONS

A - ETENDUE DE LA GARANTIE

Pour les seuls objets sujets de celles-ci (d'une valeur individuelle inférieure à 3.000 €), appartenant ou confiés à la personne morale assurée, sinistrés lors de leur exposition, en cours de transport aller et retour et, à l'occasion de toutes opérations directement nécessitées par l'exposition contre les risques de destruction, détérioration, vol ou tentative de vol dûment établi commis par des tiers étrangers à l'assuré. **En dehors des heures d'ouverture**, l'une des conditions suivantes est exigée : effraction, escalade, usage de fausses clés, pénétration clandestine, violence caractérisée sur la personne.

B - EXCLUSIONS

Outre les exclusions visées à l'article 7 des Conditions Générales, sont exclus de cette garantie « Expositions »,

les dommages causés par :

- **le vice propre, l'usure et la détérioration lente des objets assurés, la vermine, les mites et les rongeurs ;**
- **le coulage des liquides, les conséquences de la lumière ou des manifestations atmosphériques (moisissures, rouille, humidité) ;**
- **une absence, une insuffisance ou une défectuosité d'emballage, de conditionnement ou de l'accrochage des objets ;**
- **les rayures, écailllements ou égratignures sur des meubles ou objets peints ou polis, ainsi que sur les photographies ;**
- **la pluie, la grêle et toutes manifestations atmosphériques sur des objets exposés sous tentes ou en plein air ;**
- **la maladie des animaux ;**
- **les démonstrations ou essais sur du matériel électronique ou micro-informatique ;**
- **un accident de transport si le conducteur n'est pas titulaire d'un permis de conduire personnel approprié en état de validité ;**
- **tous dommages immatériels tels que privation de jouissance, préjudice commercial, dépréciation, dus à la vétusté, manque à gagner.**

4.7.3 - LES DOMMAGES AU VEHICULE DES COLLABORATEURS BENEVOLES

Tels que ceux-ci sont définis à l'article 4.1.3 de la présente formule, pour tous dommages matériels directs **résultant d'un accident** occasionnés au véhicule utilisé dans les circonstances suivantes :

La garantie s'exerce **en ou hors circulation** à condition que ce déplacement soit effectué par un conducteur agissant sans rémunération en contrepartie de ce service et ce, soit :

- en qualité d'adhérent ou non sans lien contractuel de travail avec l'association ;
- en qualité de salarié si ses fonctions de par leur nature n'impliquent pas l'usage permanent de son véhicule personnel.

En outre, la garantie s'applique aux dommages directs subis à la suite d'un accident par un véhicule **prêté à titre gratuit** à la personne morale assurée pour une durée **n'excédant pas trois jours consécutifs**, que le prêt émane d'un particulier, d'une collectivité ou d'une société.

Les frais occasionnés par des pannes de toutes natures ne sont pas considérés comme des dommages matériels garantis.

La garantie s'exerce, sous réserve des exclusions ci-après, à la condition que la garantie Dommages au véhicule du propriétaire soit :

A - inopérante pour le sinistre en cause ou inexistante : dans ce cas, l'indemnité est versée à concurrence du plafond prévu et après déduction de la franchise absolue prévue au tableau des garanties.

Cette indemnité ne peut être supérieure au montant des réparations ou du remplacement (pour lesquels sont fournis les originaux des factures), ni à la valeur vénale du véhicule,

B - affectée d'une franchise (dont justification devra être produite) auquel cas cette franchise est prise en charge.

EXCLUSIONS « COLLABORATEURS BENEVOLES »

Sont exclus au titre des garanties visées aux articles 4.1.3 et 4.7.3 de la présente formule :

- les sinistres survenus lorsque le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire du permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni retiré) exigé par la réglementation ;
- le défaut d'assurance du véhicule pour non souscription, suspension de garanties, résiliation ;
- les dommages causés ou subis par un véhicule dont la personne morale assurée est propriétaire, locataire ou gardienne (hormis dans les cas de prêt à titre gratuit n'excédant pas trois jours consécutifs) ;
- les dommages causés ou subis par les véhicules utilisés par le bénéficiaire pour ses besoins privés ou pour effectuer le trajet « domicile - lieu de travail » et retour, sauf si ce trajet s'intègre nécessairement dans le cadre de la mission qui lui a été expressément confiée ;
- toute utilisation d'un véhicule ne résultant pas d'une demande préalable formelle de la personne morale assurée ;
- les accidents survenus en état d'ivresse manifeste du conducteur ou si celui-ci était sous l'empire d'un état alcoolique ou en cas de refus de se soumettre aux vérifications après l'accident (article L.234-8 du Code de la Route) ;
- la prise en charge de la majoration de prime ou cotisation résultant de l'application d'un coefficient de majoration (malus) ou de la perte d'un coefficient de réduction (bonus) ;
- toutes réclamations portant sur des dépenses accessoires aux dommages propres du véhicule du collaborateur (immobilisation, indemnités kilométriques, coût de location d'un véhicule de remplacement, privation de jouissance, ...) ;
- toute demande au-delà de la valeur « argus » du véhicule ;
- les dommages causés ou subis dans le cadre de l'encadrement de manifestations de véhicules terrestres à moteur ou de courses et épreuves cyclistes, notamment celles soumises à déclaration ou autorisation administrative préalable.

4.7.4 - DOMMAGES AUX BIENS APPARTENANT OU PRETES A LA PERSONNE MORALE

4.7.4.1 - Etendue de la garantie

Sont garantis, dans les limites mentionnées au tableau général des garanties, les biens (meubles et matériels) en tous lieux appartenant, loués ou confiés à la personne morale assurée contre tous dommages matériels directs résultant de l'action violente, soudaine et imprévisible d'une cause extérieure, y compris les risques Vol, Tempête, Dommages électriques, Catastrophes Naturelles, Attentats et Catastrophes Technologiques.

Cette garantie est accordée sans franchise et dans les limites mentionnées au tableau général des garanties.

4.7.4.2 - Garantie Vol

La garantie est acquise :

- a) lorsque le bien se trouve dans des « locaux clos » et couverts, par effraction extérieure, escalade, usage de

fausse clé, par introduction clandestine ou maintien des locaux.

- b) lorsque le bien se trouve dans des cabines de bateau, des véhicules ou des caravanes, fermés à clé : par effraction. Les objets garantis laissés dans un véhicule ou une caravane en stationnement sur la voie publique sont couverts uniquement lorsque le vol est commis entre 7 heures et 21 heures.
- c) lorsque le bien est confié comme « bagage enregistré » à une entreprise de transport.
- d) dans tous les autres cas, c'est-à-dire vols commis dans des circonstances dûment établies, par des tiers étrangers à l'assuré victime du préjudice et sous réserve que le vol n'ait pas été favorisé par une négligence manifeste de l'assuré ou des personnes qui l'accompagnent.

Dans tous les cas, la garantie VOL est subordonnée au dépôt d'une plainte dans un délai de deux jours ouvrés, plainte dont « l'original » du récépissé devra être obligatoirement produit par le lésé.

4.7.4.3 - Garantie Tempête

Sont garantis les dommages provoqués :

- par l'action directe : du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent - du poids de la neige (ou de la glace) accumulée sur les toitures - de la grêle.
Ces phénomènes doivent avoir une intensité telle qu'ils détruisent ou détériorent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque assuré ou dans les communes avoisinantes.
- par l'humidité : consécutive à la pluie, la neige ou la grêle pénétrant à l'intérieur du bâtiment, lorsque les dommages ont pris naissance dans les 48 heures qui suivent.

Ne sont pas garantis les dommages dus ou aggravés par un manque d'entretien ou un défaut de réparation caractérisé, connu de l'assuré et qui lui incombe, tant avant qu'après sinistre, sauf cas de force majeure.

Constituent un seul et même sinistre les dégâts survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

4.7.4.4 - Garantie Dommages Electriques

A - Sont garantis les dommages aux appareils électriques et électroniques ainsi que leurs accessoires lorsqu'ils :

- sont consécutifs à :
 - l'action de l'électricité, y compris la chute de la foudre et les effets d'un fonctionnement électrique,
 - l'incendie, l'explosion ou l'implosion prenant naissance à l'intérieur des biens assurés.
- et endommagent les appareils électriques et électroniques ainsi que leurs accessoires.

B - Vétusté

Par dérogation à l'article 4.7.4.8, la vétusté appliquée est calculée forfaitairement à 12 % par an depuis la date d'achat du matériel endommagé (sans jamais excéder 80 %) avec un minimum de 110 €.

Le même pourcentage est applicable au coût des réparations proprement dites et du remplacement, y compris les frais de main-d'œuvre, de dépose, de transport, pose et installation.

C - Sont exclus :

- **les dommages dus :**
 - à l'usure,
 - aux bris de machines,
 - à un fonctionnement,
 - à un accident mécanique quelconque.
- **les dommages causés :**
 - aux résistances, lampes, tubes et valves de toutes natures,
 - aux couvertures chauffantes,
- **au contenu des appareils électroménagers (congélateurs ou conservateurs).**
- **les dommages aux appareils réputés immeubles par nature ou par destination (transformateurs, appareillage électrique des ascenseurs, des salles de chaufferie, ...).**

4.7.4.5 - Catastrophes Naturelles

A - Objet de la garantie

L'assureur garantit la réparation pécuniaire des dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Franchise

Par dérogation à l'article 4.7.4.1, il est fait application de la franchise légale applicable au moment du sinistre.

B - Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à l'APAC tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

C - Obligation de l'assureur

L'assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif de ses biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

4.7.4.6 - Dommages résultant de grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'attentats, d'actes de terrorisme ou de sabotage y compris les actes de vandalisme concomitants

A - Nature de la garantie

L'assureur garantit les dommages matériels résultant de grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'attentats,

d'actes de terrorisme ou de sabotage y compris les actes de vandalisme concomitants.

B - Mesure de sécurité

Pour tous les cas où l'un des événements garantis est susceptible de survenir, il est recommandé à l'assuré d'utiliser les systèmes de protection mécanique.

C - Obligations spéciales en cas de sinistre

L'assuré s'engage, en cas de sinistre, à en faire la déclaration auprès des autorités compétentes dans les 48 heures suivant le moment où il en a eu connaissance.

4.7.4.7 - Catastrophes Technologiques

Les biens et matériels sont assurés pour les dommages matériels provoqués par une catastrophe technologique, dès lors que celle-ci fait l'objet d'une constatation par décision de l'autorité administrative compétente.

Dans les zones délimitées par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques), la garantie est limitée aux biens préexistants à la publication de ce plan.

L'indemnisation résultant de la garantie est versée à l'assuré dans un délai de trois mois à compter de la remise de l'état estimatif ou de la date de publication de l'état de catastrophe technologique si celle-ci est postérieure.

4.7.4.8 - Modalités de règlements des sinistres

Les dommages sont réglés dans la limite de la valeur ou du plafond mentionné au tableau général des garanties selon les modalités suivantes :

- **si les biens sinistrés n'excèdent pas trois ans d'âge :** en valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre ou à concurrence du coût des réparations (sans dépasser la valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre).
- **si les biens excèdent trois ans d'âge :** en valeur réelle, sous déduction d'un taux de vétusté par année entière d'ancienneté sur la valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre. Cette vétusté est forfaitairement fixée à :
 - 20 % par an pour les effets vestimentaires, le linge et le matériel de literie,
 - 10 % par an pour les autres biens (y compris instruments de musique),sans pouvoir excéder un maximum de 50 %.

Pour le « vol total » ou la « perte totale » du matériel informatique et bureautique : en valeur réelle, sous déduction d'un taux de vétusté de 30 % par année entière d'ancienneté sur la valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre du matériel volé et ce, quel que soit l'âge de celui-ci.

Pour les stocks : selon le prix de revient (cette estimation comprend les droits de douanes et taxes non récupérables mais ne s'applique pas aux produits présentant un caractère de rebut).

4.7.4.9 - Exclusions

Outre les exclusions prévues à l'article 7 des Conditions Générales, sont exclus :

A) les dommages suivants :

- les égratignures, rayures et écailllements ainsi que les conséquences du coulage des liquides.

B) les dommages dus à :

- un vice propre, un défaut de fabrication ou de montage, l'action de la lumière, l'oxydation lente ou l'humidité,

- l'usure, la détérioration lente, la vétusté ou un défaut d'entretien,
- des insectes ou des rongeurs,
- des matières inflammables, explosives ou corrosives contenues dans les biens assurés,
- aux bris de machines, à un fonctionnement, à un accident mécanique quelconque.

C) les dommages survenus au cours de travaux effectués sur les biens assurés au cours de leur pose et dépose.

D) les dommages subis par :

- les appareils scientifiques entièrement en verre et les objets servant à des démonstrations ou expériences,
- les planches avec ou sans voile, les canoës-kayaks, embarcations et bateaux sans voile, à voile ou à moteur, les moteurs,
- les véhicules à moteur et les véhicules attelés ou destinés à l'être,
- les espèces, titres et valeurs, c'est-à-dire les espèces monnayées (pièces et billets de banque français ou étrangers), les monnaies et les lingots de métaux précieux (or, argent, ...), les chèques de toutes natures, les cartes de crédit, les valeurs mobilières (actions, obligations, bons de caisse, bons du trésor, ...), les effets de commerce (traites, lettres de change, ...), les timbres et vignettes (PTT, fiscaux, épargne, ...), les billets de loterie et de PMU, les titres de transport,
- les biens précieux, c'est-à-dire les bijoux (objets de parure d'une matière ou d'un travail précieux), les pierres précieuses (diamant, émeraude, rubis, saphir), les pierres fines (topaze, améthyste, ...), les perles fines ou de culture, l'argenterie, l'orfèvrerie et d'une façon générale, tout objet en métal précieux (or, argent, platine, vermeil et étain),
- les animaux,
- les aéronefs de toutes natures (sauf modèles réduits).

E) les dommages causés :

- aux résistances, lampes, tubes et valves de toutes natures,
- aux couvertures chauffantes,
- aux appareils réputés immeubles par nature ou par destination (transformateurs, appareillage électrique des ascenseurs, des salles de chaufferie, ...).

4.7.5 - LES BIENS PROPRIÉTÉ DES PERSONNES PHYSIQUES ASSURÉES, sauf bicyclettes des participants autres que les enfants et animateurs des associations scolaires, classes de découverte, centres de loisirs et centres de vacances.

Dans la limite du forfait assuré (cf tableau des garanties), ces biens sont garantis :

- contre tous les dommages matériels directs résultant de l'action soudaine, violente et imprévisible d'une cause extérieure, y compris le fait involontaire de l'assuré, auteur du préjudice ;
- contre les vols commis dans des circonstances dûment établies par des tiers étrangers :
 - à l'intérieur de locaux clos et couverts, après effraction des voies extérieures d'accès (portes, fenêtres, ...), escalade, usage de fausses clés ou

lorsque le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les lieux ;

- à l'intérieur de véhicules, caravanes et cabines de bateaux, fermés à clés, après effraction et sous réserve pour les véhicules et caravanes en stationnement sur la voie publique que le vol se soit produit entre 7 H et 21 H ;
- lorsque les biens sont confiés comme « bagages enregistrés » à une entreprise de transport ;
- dans les autres cas : dans des circonstances dûment établies, par des tiers étrangers à l'assuré victime du préjudice et sous réserve que le vol n'ait pas été favorisé par une négligence manifeste de l'assuré ou des personnes qui l'accompagnent.

Dans tous les cas, la garantie VOL est subordonnée au dépôt d'une plainte dans un délai de **deux jours ouvrés, plainte dont « l'original » du récépissé devra être obligatoirement produit par le lésé.**

Le règlement intervient en **valeur réelle**, c'est-à-dire **valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre**, déduction faite, par année entière d'ancienneté, d'un taux de vétusté de :

- 20 % pour les effets vestimentaires, le linge et le matériel de literie,
- 10 % pour les autres biens.

Toutefois, le taux de vétusté applicable ne pourra, sur chaque bien, excéder un maximum de 50 %.

S'agissant d'une assurance Dommages, seuls peuvent être garantis les biens propres des personnes physiques assurées lorsque ces dernières en ont la garde.

Ces biens ne sont plus couverts au titre de cette garantie « biens propriété des personnes physiques » dès lors qu'ils sont prêtés ou confiés pour usage à un tiers, personne morale ou personne physique.

Par ailleurs, le remboursement des effets vestimentaires accidentellement détruits, endommagés ou détériorés est conditionné à la survenance d'un accident corporel ayant justifié des soins médicaux et pharmaceutiques. La production d'un certificat médical sera sollicitée pour toute demande de remboursement.

EXCLUSIONS « BIENS DES PERSONNES PHYSIQUES »

Outre les exclusions prévues à l'article 7 des Conditions Générales, sont exclus :

- 1 - les véhicules terrestres à moteur et les véhicules attelés ou destinés à l'être ;
- 2 - les bicyclettes autres que celles des enfants et animateurs des associations scolaires, classes de découverte, centres de loisirs et centres de vacances ;
- 3 - les planches avec ou sans voile, les canoës-kayaks et tous types d'embarcations et de bateaux ainsi que les moteurs ;
- 4 - les animaux ;
- 5 - les espèces, titres et valeurs, c'est-à-dire les espèces monnayées (pièces et billets de banque français et étrangers), les monnaies et les lingots de métaux précieux, les chèques de toutes natures, les cartes de crédit, les valeurs mobilières (actions, obligations, bons de caisse, bons du trésor, ...), les effets de commerce, les timbres et vignettes, les titres de transport ;
- 6 - les bijoux (objets de parure d'une matière ou d'un travail précieux), les pierres précieuses, les pierres

fines, les perles fines ou de culture, l'argenterie, l'orfèvrerie et d'une façon générale, tout objet en métal précieux (or, argent, platine, vermeil et étain) ;

7 - les aéronefs et engins volants de toutes natures (sauf les aéromodèles de moins de 25 kg) ;

8 - les égratignures, rayures, écailllements ainsi que les conséquences du coulage des liquides ;

9 - les dommages dus à un vice propre, un défaut de fabrication ou de montage, l'action de la lumière, l'oxydation lente, l'humidité, l'usure, la détérioration lente, la vétusté ou un défaut d'entretien ;

10 - le fait des insectes ou des rongeurs, des matières inflammables, explosives ou corrosives contenues dans les biens assurés ;

11 - les dommages survenus au cours des travaux effectués sur les biens assurés au cours de leur pose et dépose ;

12 - les vols résultant du non changement de serrures ou de verrous en cas de vol ou de perte de clés ;

13 - les vols commis par toutes personnes liées contractuellement ou par filiation à l'assuré victime du préjudice ;

14 - les pertes, disparitions, manques à l'inventaire, relevés de casse à l'issue d'un séjour ou d'une réalisation quelconque ;

15 - les dommages dus aux bris de machines, à un fonctionnement, à un accident mécanique quelconque ;

16 - les dommages subis par les appareils scientifiques entièrement en verre et des objets servant à des démonstrations ou expériences.

4.7.6 - GARANTIE ANNULATION SPECTACLE

A - Objet de la garantie

Cette garantie a pour objet, en cas d'impossibilité d'ouvrir le spectacle au public, de rembourser les pertes pécuniaires dûment constatées et prouvées **dans la limite de 1.000 € par sinistre**. Par pertes pécuniaires, il faut entendre les frais généraux irrécupérables, c'est-à-dire les frais engagés réellement pour organiser le spectacle (frais de location de salle, frais de publicité, frais de personnel, ...).

La garantie est acquise dans tous les cas où l'annulation est justifiée par :

- l'indisponibilité physique d'un artiste indispensable au spectacle, et non remplaçable, à la suite de blessures accidentelles entraînant l'arrêt absolu de toute activité professionnelle,
- la détérioration totale ou partielle de biens mobiliers (décors, costumes, ...) et matériels techniques irremplaçables et indispensables à la représentation,
- la destruction totale ou partielle des locaux où doivent se dérouler les spectacles,
- le retard ou l'absence (non imputable à la collectivité) du matériel essentiel à la tenue de l'événement tels que l'équipement audiovisuel, les décors, ...,
- le deuil national,
- une décision administrative rendant impossible la tenue du spectacle.

B - Exclusions

Outre les exclusions prévues à l'article 7 des Conditions Générales, sont exclus :

- l'indisponibilité physique d'un artiste suite :
 - à une maladie,

- à une grossesse, une Interruption Volontaire de Grossesse ou une fausse couche,
- à la perte ou à l'altération de sa voix ne résultant pas d'un accident,
- à l'usage ou l'emploi de stupéfiants non prescrits médicalement ainsi qu'à l'abus d'alcool,
- les bénéfices escomptés sur la billetterie et les ressources annexes,
- l'annulation pour cause d'intempéries pour les spectacles de plein air,
- l'inaccessibilité des locaux liée aux intempéries (neige, effondrement terrain, ...),
- les annulations provenant du manque de succès de la tournée, d'une banqueroute de l'organisateur,
- les annulations pour cause de grève,
- l'annulation administrative liée à une pandémie.

4.7.7 - GARANTIE ANNULATION VOYAGES

A - Objet de garantie

Sont garantis les frais d'annulation d'un voyage, séjour ou location, organisé par la personne morale assurée ou par un organisme prestataire, à savoir :

- remboursement du dédit que le participant devra verser ou les arrhes qu'il devra abandonner en cas d'annulation de son voyage avant le départ.
- remboursement de la perte que le participant subira dans le cas où il devra abréger son voyage ou son séjour déjà intégralement payé et en cours de réalisation.

B - Evénements garantis

La garantie est mise en jeu en cas d'annulation ou d'interruption du voyage justifiée **par les seuls événements énumérés ci-après :**

- maladie grave, accident grave de l'assuré, de son conjoint, ses descendants ou ascendants, ou de personnes qui devaient effectuer le voyage avec lui, constaté et apprécié par un certificat médical précisant la gravité et l'impossibilité d'effectuer ou de poursuivre le voyage ;
- décès de l'assuré, son conjoint, ses descendants ou ascendants, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et beaux-parents ;
- dommages matériels importants causés par un incendie ou des éléments naturels atteignant l'assuré dans ses biens propres et nécessitant impérativement sa présence ;
- vol dans des locaux professionnels ou privés ;
- complications de grossesse et leurs suites ;
- convocation à un examen de rattrapage ou à un concours de l'Administration ;
- obtention d'un emploi ou stage Pôle Emploi ;
- mutation professionnelle ;
- licenciement économique ;
- contre-indication ou suites de vaccination ;
- refus de visa par les autorités du pays visité ;
- dommages graves au véhicule qui devait être utilisé pour se rendre à l'aéroport ou sur le lieu de séjour.

Cette garantie s'entend sur la perte de la portion relative au prix du voyage et ce, après avoir pris connaissance du règlement de l'agence ayant organisé le voyage afin que l'assuré puisse obtenir réparation du préjudice subi consécutivement à l'annulation ou l'interruption de son voyage.

En tout état de cause, ce remboursement ne pourra excéder un plafond égal au coût du voyage, du séjour ou de la location.

C - Exclusions

Outre les exclusions mentionnées à l'article 7 des Conditions Générales, sont exclues :

- toute annulation qui serait la conséquence de l'inobservation d'un règlement sanitaire ou visant les passeports ;
- les conséquences de violation de blocus par l'assuré, de l'exercice par lui de contrebande, ou de toute activité prohibée et/ou clandestine.

4.8 - ASSURANCE DE PERSONNES ACCIDENT - MALADIE GRAVE

Sont garanties les personnes physiques assurées contre les risques « **ACCIDENT CORPOREL et MALADIE GRAVE** » définis à l'article 12.1 des Conditions Générales pour les prestations suivantes :

4.8.1 - FRAIS MEDICAUX CONSECUTIFS A ACCIDENT OU MALADIE GRAVE

Les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, soins dentaires, d'hospitalisation (y compris forfait hospitalier), de transport, d'appareillage restés à charge sont remboursés dans la mesure où ceux-ci relèvent d'une prescription médicale.

Les frais d'intervention chirurgicale esthétique pure sont exclus de la garantie.

4.8.2 - GARANTIES ANNEXES « ACCIDENT CORPOREL »

En cas d'accident corporel seulement (tel que défini à l'article 12.1 des Conditions Générales) outre les frais de soins mentionnés à l'article 4.8.1, les prestations suivantes sont accordées :

A - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Destinées à compenser, pièces justificatives à l'appui, soit les pertes de salaires ou de revenus de l'accidenté (ou de ses parents se rendant à son chevet pour les mineurs), soit les frais de garde ou d'assistance ou de rattrapage scolaire de la victime.

B - FRAIS DE PREMIER APPAREILLAGE

Frais de premier appareillage prothétique ou orthopédique jusqu'à la date de fixation du degré définitif d'invalidité. Toutefois, pour les mineurs, dans le cas où le médecin mandaté par l'APAC l'estime nécessaire, outre les frais de premier appareillage, seront remboursés les frais de remplacement ou de modification de l'appareil, pour l'adapter à l'évolution des séquelles ou à la croissance de l'enfant, jusqu'à l'âge de 18 ans.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux prothèses dentaires, lunettes et lentilles.

C - FRAIS DE PROTHESE DENTAIRE

En cas d'atteinte d'une dent définitive ou de bris d'une dent prothétique, il est alloué un remboursement pour les prothèses ordonnées médicalement. Ce remboursement

sera payé sur justificatifs sans pouvoir excéder le plafond par dent, fixé au tableau des garanties. Dans le cas où la prothèse ne peut être réalisée dans le délai de deux ans après l'accident et sur justification médicale de ce délai et de la nécessité d'une prothèse, l'adhérent ou son représentant légal pour les mineurs, dispose de la faculté de choix entre les options suivantes :

- versement immédiat et à titre définitif de l'indemnité forfaitaire fixée ci-dessus ;
- remboursement après réalisation de la restauration prothétique sous réserve que celle-ci soit effectuée avant le vingtième anniversaire de l'adhérent concerné. La limite du remboursement sera alors celle en vigueur au moment de la restauration prothétique effective.

D - FRAIS DE LUNETTES ET LENTILLES (y compris lunettes ou verres de contact pour amblyope)

Remboursement des frais de remplacement ou de réparation de lunettes, lentilles cornéennes brisées ou perdues à la suite d'un accident corporel garanti dans la limite du forfait fixé au titre du tableau des garanties.

E - FRAIS DE SECOURS OU DE RECHERCHES en cas d'accident ou de disparition

F - FRAIS D'APPAREILLAGES PROTHETIQUES OU ORTHOPEDIQUES EXISTANTS

Les frais de remplacement ou de réparation de l'appareil existant endommagé lors d'un accident corporel sont pris en charge dans la limite, par sinistre, du plafond forfaitaire fixé au tableau des garanties, **sauf lunettes, lentilles et prothèses dentaires.**

G - FRAIS DE TRANSPORT DE L'ACCOMPAGNATEUR RECONNU MEDICALEMENT INDISPENSABLE

Si l'état de la victime transportée nécessite un accompagnement, les frais de transport de l'accompagnateur reconnu médicalement indispensable sont remboursés dans la limite par accident du forfait prévu au tableau des garanties.

4.8.3 - INVALIDITE PERMANENTE « ACCIDENT CORPOREL »

Lors d'un accident garanti, les personnes physiques assurées bénéficient du capital mentionné au tableau des garanties en cas d'invalidité permanente (déterminée par référence au Barème Indicatif des Déficits Fonctionnels Séquellaires en Droit Commun du Concours Médical - édition 2003). Si l'invalidité est partielle, le capital est réduit proportionnellement au degré d'I.P.P. fixé par expertise.

La valeur du point est triplée pour la seule tranche des invalidités comprises entre 51 et 100 % sans toutefois que l'indemnité totale puisse excéder 152.450 €.

A réception du certificat médical faisant état d'une invalidité, l'APAC missionne à ses frais un médecin contre visiteur pour examiner la victime. Ce dernier établit un rapport par référence au Barème indicatif des Déficits Fonctionnels Séquellaires en Droit Commun du Concours Médical (édition 2003) étant précisé que l'incapacité pour perte de dent ou celle portant sur des séquelles purement « subjectives », de même que les préjudices esthétique, d'agrément, scolaire et le prix de la douleur sont exclus.

A la réception de ce rapport, l'AOAC propose le taux d'invalidité reconnu et le capital correspondant à la victime ou, pour les mineurs, à ses représentants légaux.

Si le médecin mandaté par l'APAC estime que la consolidation des blessures n'est pas acquise parce

qu'une évolution est envisageable et qu'il détermine un taux minimum prévisible, le capital Invalidité correspondant au taux fixé à titre provisoire sera versé. Une nouvelle évaluation du taux interviendra lors de la consolidation définitive. Après fixation par expert de ce taux définitif, l'APAC versera le capital en vigueur lors de l'accident, déduction faite de la provision réglée.

En cas de contestation portant sur le taux d'invalidité, celui-ci est apprécié en dernier ressort par un médecin arbitre désigné d'un commun accord par l'APAC et le médecin traitant dont les honoraires sont réglés à frais communs. A défaut d'accord, le tiers expert est désigné par le Président du Tribunal d'Instance du domicile de la victime, par voie de référé.

4.8.4 - DECES PAR ACCIDENT

En cas de décès consécutif à un accident corporel, **et si ce décès survient dans un délai n'excédant pas un an après la date de l'accident**, le versement du capital assuré est effectué au profit des bénéficiaires désignés à l'article 12.4. des Conditions Générales.

Le capital versé correspond à celui mentionné au tableau des garanties.

4.8.5 - EXCLUSIONS « ASSURANCE DE PERSONNES »

Sont exclus des garanties visées à l'article 4.8 de la présente formule :

1 - les accidents résultant :

- du fait intentionnel de l'assuré, sauf s'il s'est avéré qu'il se trouvait momentanément hors d'état d'apprécier les conséquences de ce geste ;
- d'une affection organique dont le processus de développement interne a provoqué le dommage (exemple : ulcère, affection cardio-vasculaire) ;
- de l'usage intentionnel de stupéfiants ou de tranquillisants non prescrits médicalement ou de l'absorption de boissons ou produits divers pouvant altérer le comportement normal de l'individu.

2 - les décès :

- survenus après expiration d'un délai d'un an à dater de l'accident, même si la relation de cause à effet est établie ;
- résultant de l'usage intentionnel de stupéfiants ou de tranquillisants non prescrits médicalement ou de l'absorption de boissons ou produits divers pouvant altérer le comportement normal de l'individu ;
- résultant d'un suicide.

3 - les frais funéraires « accident ou maladie grave » : témoignages de sympathie (fleurs, couronnes et toutes marques de même nature).

4 - l'invalidité permanente :

- dont le taux se réfère à un barème étranger au Barème Indicatif des Déficits Fonctionnels Séquellaires en Droit Commun du Concours Médical (édition 2003). Ainsi, sont exclus les préjudices de caractère personnel correspondant aux souffrances physiques ou morales endurées, les préjudices esthétiques et d'agrément, ainsi que les séquelles purement subjectives.

5 - les frais de soins engagés après une période de 60 jours à compter de la maladie assurée telle que définie à l'article 12.2.B des Conditions Générales.

6 - les frais engagés sans prescription médicale pour des raisons de confort ou autres considérations personnelles.

4.9 - ASSISTANCE DE PERSONNES

Cette garantie est accordée lors de tous déplacements, séjours, voyages, en France et à l'étranger de 90 jours maximum, en cas de maladie, d'accident corporel, de décès, selon les dispositions exposées au titre de la notice spécifique.

La garantie ne s'applique qu'après appel préalable de l'assisteur.

ARTICLE 5 - TERRITORIALITE

- RESPONSABILITE CIVILE - ASSURANCES DOMMAGES - ASSURANCE DE PERSONNES « ACCIDENT - MALADIE GRAVE » :

Sans limitation de durée en France métropolitaine, dans les Départements d'Outre-Mer et les collectivités d'Outre-Mer dans lesquels l'assureur pratique des opérations d'assurance (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Saint-Barthélemy et Saint-Martin pour sa partie française uniquement), en Andorre et à Monaco.

Dès lors que la durée totale du voyage ou du séjour n'excède pas un an, dans tous les autres pays du monde ou territoires, notamment dans les pays de l'Union Européenne.

- DEFENSE PENALE ET RECOURS - ASSISTANCE JURIDIQUE :

Litiges découlant de faits et événements survenus exclusivement en France métropolitaine, dans les départements d'Outre-Mer et les collectivités d'Outre-Mer dans lesquels l'assureur pratique des opérations d'assurance (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Saint-Barthélemy et Saint-Martin pour sa partie française uniquement), Andorre et Monaco.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTION

Toutes les actions dérivant de la présente Multirisque sont prescrites, c'est-à-dire ne peuvent plus être exercées, au-delà de deux ans à compter de l'événement qui leur donne naissance (articles L.114-1 et L.114-2 du Code des Assurances, articles L.221-11 et L.221-12 du Code de la Mutualité).

La prescription peut être interrompue par l'une des causes ordinaires d'interruption ainsi que dans les cas ci-après :

- désignation d'un expert à la suite d'un sinistre,
- envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception,
- citation en justice (même en référé),
- commandement ou saisie signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire.

ARTICLE 7 - ASSUREURS PROCURANT LES GARANTIES

- Responsabilité civile, Assurance de dommages, Assurance de personnes « Accident - Maladie Grave » : Mutuelle Assurance des Instituteurs de France - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise régie par le Code des Assurances - 79038 NIORT cedex 9.
- Assistance : Garantie octroyée par la MAIF 79038 NIORT cedex 9 et mise en œuvre par INTER MUTUELLES ASSISTANCE (IMA) G.I.E - Groupement d'intérêt

économique au capital de 3.750.000 € - Siège social : 118 avenue de Paris - 79000 NIORT.

- Protection Juridique : Mutuelle Assurance des Instituteurs de France - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise régie par le Code des Assurances - 79038 NIORT cedex 9.

NATURE ET PLAFONDS DES GARANTIES

ANNEXE - Tableau annexé aux présentes Conventions Spéciales dont il fait partie intégrante.



**Le présent contrat est accordé GRATUITEMENT
si tous les élèves de l'établissement
sont titulaires d'une carte Ligue et licenciés USEP,
moyennant cependant régularisation
du bordereau de souscription spécifique à cette formule.**

PLAFONDS DES GARANTIES

« MULTIRISQUE ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT » AU 01/09/2016

NATURE DES GARANTIES	PLAFONDS
RESPONSABILITE CIVILE DE BASE	
Dommages corporels.....	30.000.000 €
Dont Dommages matériels et immatériels en résultant	15.000.000 €
Dommages immatériels purs, par année d'assurance, avec franchise de 762 €	50.000 € par année
Intoxication alimentaire (Art.4.1.1.)	5.000.000 € par année
Maladie professionnelle (Art.4.1.5.D.)	762.246 € par année
Collaborateurs bénévoles (Art.4.1.3.) - Dommages subis par les Tiers et Passagers :	
• Dommages corporels	30.000.000 €
• DONT dommages matériels	762.246 €
Biens confiés en dépôt (Art 4.1.4.A) avec une franchise de 152 €	15.245 €
Agents NON MOTORISES (Art.4.1.4.B.) :	
• Dommages corporels et matériels CAUSES par les Agents, ou leurs animaux	30.000.000 €
• Dommages corporels SUBIS par les Agents	Selon leurs Statuts et Lois
• Dommages matériels aux tenues, armes, instruments, animaux.....	15.245 €
Pollution accidentelle (Art.4.1.4.E) - tous dommages confondus, par année d'assurance.....	5.000.000 € par année
Responsabilité civile des Mandataires sociaux (Art. 4.1.6) : franchise de 10% avec minimum de 457 €.....	310.000 €
RESPONSABILITE CIVILE ORGANISATION ET PRATIQUE AEROMODELISME MOINS DE 25 KG (Art. 4.1.7) :	
Dommages corporels.....	Sans limitation de somme
Dommages matériels et immatériels en résultant	100.000.000 €
RC ORGANISATION OU VENTE DE VOYAGES OU SEJOURS (Art 4.1.8) avec une franchise de 10% de chaque règlement avec un minimum de 76 € par réclamation :	
• Responsabilité civile professionnelle.....	5.000.000 € par année
• Perte, vol, détérioration de bagages et objets confiés	15.245 € par année
Dommages exceptionnels (corporels, matériels et immatériels) :	4.573.471 € (1)
RC DU FAIT DES PRODUITS LIVRES (Art 4.1.9)	
- dont frais de retrait.....	5.000.000 € par année
- dont dommages immatériels non consécutifs	1.000.000 €
	50.000 €
RESPONSABILITES CIVILES LIEES A L'OCCUPATION DE LOCAUX OCCASIONNELS OU A LA LOCATION DE LOCAUX PERMANENTS (Art 4.2)	
a) Vis-à-vis du propriétaire (y compris pertes de loyers):	
• Incendie, explosion, dégâts des eaux.....	125.000.000 €
• Autres dommages.....	1.575.000 €
b) Vis-à-vis des voisins et des tiers :	
• Incendie, explosion, dégâts des eaux.....	125.000.000 €
DEFENSE PENALE ET RECOURS (Art. 4.6.1.) : par personne physique	
	Sans limitation (2)
ASSISTANCE JURIDIQUE (Art.4.6.2.) : au profit de la personne morale	
	Sans limitation (2)
ASSURANCES DE DOMMAGES	
Vol d'espèces, titres, valeurs et bijoux (Art.4.7.1.) avec franchise de 110 € par sinistre	2.100 €
Bijoux confiés, par sinistre et par année d'assurance, avec franchise de 110 € par sinistre	1.600 €
Risques " Expositions " (Art.4.7.2.).....	77.000 € par exposition et 3.000 € par objet
Dommages " Véhicule des Collaborateurs Bénévoles (Art. 4.7.3.) avec franchise de 110 € par sinistre	1.800 €
Dommages aux biens appartenant ou mis à disposition en permanence (Art. 4.7.4)	2.000 €
Dommages aux biens mis ponctuellement à disposition (Art. 4.7.4).....	7.700 €
Biens " Propriété des Personnes Physiques assurées " (Art.4.7.5.) avec franchise (3)	1.100 €
<i>Dont les lunettes de vue et lentilles</i>	610 €
Garantie Annulation Spectacle (Art. 4.7.6)	1.000 €
Garantie Annulation Voyages (Art. 4.7.7)	A concurrence des frais engagés dans la limite du coût du voyage

(1) Dommages résultant de l'action du feu, de l'eau, des gaz et de l'électricité dans toutes leurs manifestations, d'explosions, de la pollution de l'atmosphère ou des eaux ou transmise par le sol, de l'effondrement d'ouvrages ou constructions (y compris les passerelles et tribunes de caractère permanent ou temporaire), d'effondrements, glissements et affaissements de terrain et d'avalanches, d'écrasement ou d'étouffement provoqués par des manifestations de peur panique, quelle qu'en soit la cause, ainsi que tous les dommages survenus sur ou dans des moyens de transports maritimes, fluviaux, lacustres, aériens ou ferroviaires ou causés par eux (à l'exclusion des chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques ou autres engins de remontée mécanique, visés par les articles 220-1 et suivants du Code des Assurances).

(2) En cas d'exercice du libre choix de l'avocat par l'Assuré (Art 4.6.1 et 4.6.2), la prise en charge des frais relève du barème figurant ci-après.

(3) Franchise : 10% des dommages avec un minimum de 37,50 € et un maximum de 110 €. En cas de sinistre collectif : 10 % (sans minimum) sur le préjudice réel de chaque participant mais, sans que l'indemnisation excède 1.100 € par personne et ce, quel que soit le montant global du sinistre collectif. Sans franchise pour les appareils prothétiques de toutes natures (y compris prothèses auditives, dentaires, lunettes, lentilles).

ASSURANCE DE PERSONNES – ACCIDENT - MALADIE GRAVE (Art.4.8.) :	
Frais de soins " Accident " : frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, soins dentaires, d'hospitalisation et de transport du blessé (Art.4.8.1), appareillage prothétique ou orthopédique (Art.4.8.2.B. et F.).....	7.623 €
Frais de maladie grave (Art.4.8.1).....	7.623 €
Prestations complémentaires (Art.4.8.2.A.).....	305 € *
Prothèse dentaire, par dent (Art.4.8.2.C.)	336 €
Lunettes de vue ou lentilles, forfait (Art.4.8.2.D.).....	610 €
Frais de secours et de recherches par personne (Art. 4.8.2.E.)	3.049 €
Transport de l'Accompagnateur (Art. 4.8.2.G.).....	229 €
Incapacité plafond réductible selon le degré d'invalidité (Art.4.8.3.)	30.490 € *
Décès par accident (Art. 4.8.4.)	6.098 € *

* Ces plafonds peuvent être augmentés par souscription complémentaire.



BAREME DE REMBOURSEMENT
« DEFENSE PENALE ET RECOURS » - ARTICLE 4.6.1 - « ASSISTANCE JURIDIQUE » - ARTICLE 4.6.2

Procédure devant les juridictions civiles		€ (hors taxes)
1 ^{er} degré	Mise en demeure	162
	Production de créance	141
	Inscription d'hypothèque	435
	Référé	461
	Assistance à expertise (par intervention)	461
	Dires (à compter du deuxième dire)	161
	Requête/Relevé de forclusion devant le Juge-Commissaire/Sarvi/ Requête en rectification d'erreur matérielle	336
	Tribunal d'instance (instance au fond)	645
	Tribunal de Grande Instance (instance au fond) / CCI	1 010
	Ordonnance de Mise en Etat	410
	Juge de l'exécution :	
	- ordonnance	461
	- jugement	645
	Médiation civile	555
Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale	750	
Appel	Appel d'un référé	555
	Appel d'une instance au fond :	
	- en défense	1 010
	- en demande	1 151
Postulation devant la Cour d'Appel	732	
Procédure devant les juridictions pénales		€ (hors taxes)
	Rédaction d'une plainte avec ou sans Constitution de Partie Civile	523
	Comparution en Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC)	
	- comparution devant le Procureur	392
	- accord du prévenu et comparution immédiate devant le Juge du Sièg	336
	Tribunal de police	
	- jugement pénal	461 ¹
	- jugement en liquidation sur intérêts civils	343 ¹
	Tribunal correctionnel/Tribunal pour enfants	
	- jugement pénal	737 ¹
	- jugement en liquidation sur intérêts civils	470 ¹
	Juge d'Application des Peines	470
	Chambre des appels correctionnels	831
	Commission d'Indemnisation des Victimes d'Infraction (CIVI)	
	- requête en vue d'une provision ou expertise	336
	- décision liquidant les intérêts civils	637 ¹
	Composition pénale	303
	Communication de procès-verbaux	103
Cour d'Assises par journée ²	1 500	
Instruction pénale :		
- audience devant le Juge d'Instruction	450	
- demande d'acte (3 maximum par affaire)	250	
- chambre de l'instruction (2 maximum par affaire)	600	
Procédure devant les juridictions de l'ordre administratif		€ (hors taxes)
	Référé/Recours gracieux	461
	Juridiction du 1 ^{er} degré	925
	Cour administrative d'appel	
	- en défense	925
- en demande	1 108	
Transaction négociée par l'avocat : rémunération identique à celle prévue pour les procédures devant les juridictions		€ (hors taxes)
Intervention de l'avocat au pré-contentieux sans issue transactionnelle	Contentieux relevant du Tribunal d'Instance	432
	Contentieux relevant du Tribunal de Grande Instance	616
	Contentieux relevant des instances prud'hommales	450

1- Quel que soit le nombre d'audiences par affaire.

2- Journée minimum de 8 heures, temps de préparation du dossier inclus.

Les plafonds indiqués ci-dessus comprennent les frais divers (déplacements, secrétariat, photocopies,..) ainsi que les impôts et taxes et constituent le maximum de l'engagement de l'assureur par niveau de juridiction, étant entendu qu'en cas d'assujettissement de l'assuré au régime de la T.V.A, le remboursement des frais engagés par celui-ci dans le cadre du libre choix de l'avocat sera effectué par l'assureur sur la base des honoraires réglés par l'assuré, déduction faite de la T.V.A.

NOTICE DESCRIPTIVE
DES
CONDITIONS GENERALES

(Edition 1/09/2016)



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACTIVITES ASSUREES

ARTICLE 2 - DECLARATION DU RISQUE

ARTICLE 3 - DECLARATION DES AUTRES ASSURANCES

ARTICLE 4 - RESILIATION DU CONTRAT

ARTICLE 5 - DECLARATION DE SINISTRE

ARTICLE 6 - DUREE ET PLAFOND DES GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE

ARTICLE 7 - EXCLUSIONS

ARTICLE 8 - PRESCRIPTION

ARTICLE 9 - REVISION DE LA COTISATION D'ASSURANCE

ARTICLE 10 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

ARTICLE 11 - SUBROGATION

ARTICLE 12 - PRESTATIONS

12.1 - définition de l'accident corporel et de la maladie grave

12.2 - frais de soins

12.3 - invalidité permanente

12.4 - décès

FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES
« RESPONSABILITE CIVILE » DANS LE TEMPS

ARTICLE 1 - ACTIVITES ASSUREES

Les activités déclarées par le souscripteur et autorisées par la formule d'assurance souscrite, ainsi que le trajet pour se rendre au lieu des activités et en revenir par l'itinéraire habituel et dans les limites de temps normales, eu égard au moyen de locomotion utilisé et ce, quel que soit le moyen de transport.

La garantie « trajet » n'est pas accordée au risque de « responsabilité civile » découlant directement de la conduite d'un véhicule à moteur.

ARTICLE 2 - DECLARATION DU RISQUE

2.1 - A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT

Le contrat est établi d'après les déclarations du souscripteur et la cotisation est fixée en conséquence. Le souscripteur doit, sous peine des sanctions prévues ci-après, répondre exactement aux questions posées sur le formulaire de souscription ou lors de l'affiliation sur les circonstances permettant à l'APAC d'apprécier le risque.

2.2 - EN COURS DE CONTRAT

2.21 - Les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites sur le formulaire de souscription ou lors de l'affiliation, doivent être notifiées par lettre recommandée dans un délai de 15 jours à partir du moment où le souscripteur en a eu connaissance.

2.22 - Lorsque cette modification constitue une aggravation du risque, l'APAC peut proposer une augmentation de prime ou résilier le contrat. Dans le premier cas, si dans un délai de trente jours à compter de la proposition de l'APAC, le souscripteur refuse cette proposition ou ne lui donne pas suite, l'APAC peut résilier le contrat. Dans le second cas, l'APAC rembourse au souscripteur la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru. Dans tous les cas, la résiliation prend effet dix jours après notification au souscripteur.

2.23 - Lorsque cette modification constitue une diminution du risque, l'assuré a droit à une diminution du montant de la prime. Si l'APAC n'y consent pas, le souscripteur peut dénoncer le contrat. La résiliation prend effet trente jours après la dénonciation et l'APAC rembourse au souscripteur la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

2.3 - SANCTIONS

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou des aggravations visées respectivement aux articles 2.1 et 2.2, tels que :

- Effectif des membres adhérents déclarés inférieur à la réalité,
- Exercice d'activités régulières non mentionné,

est sanctionnée, même si elle a été sans influence sur le sinistre, dans les conditions prévues par les articles L.113-8 et L.113-9 du Code des Assurances :

- en cas de mauvaise foi du souscripteur, par la nullité du contrat,
- si la mauvaise foi du souscripteur n'est pas établie, par une réduction de l'indemnité de sinistre, en proportion des primes payées par rapport aux primes qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés. Le tarif pris pour base de cette réduction est, selon le cas, celui applicable, soit lors de la souscription du contrat, soit au jour de l'aggravation du risque ou, si celui-ci ne peut être déterminé, lors de la dernière échéance précédant le sinistre.

ARTICLE 3 - DECLARATION DES AUTRES ASSURANCES

Si les risques garantis par l'APAC sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le souscripteur doit immédiatement en faire la déclaration conformément à l'article L.121-4 du Code des Assurances.

Pour les seules assurances de responsabilités, lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu la garantie accordée par plusieurs contrats **successifs**, il est couvert en priorité par le contrat en vigueur au moment de la première réclamation sans qu'il soit fait application des dispositions de l'article L.121-4 du Code des Assurances.

Quand plusieurs assurances contre un même risque sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues à l'article L.121-3 1^{er} alinéa sont applicables.

Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elles produit ses effets dans les limites des garanties du contrat et dans le respect des dispositions de l'article L.121-1, quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite. Dans ces limites, le bénéficiaire du contrat peut obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'assureur de son choix.

Pour ce qui est des garanties Individuelle Accident, après intervention de la Sécurité Sociale ou de tout autre régime spécifique équivalent, l'adhérent adresse sa demande de remboursement à l'organisme complémentaire de son choix.

Dans les rapports entre organismes assureurs, la contribution de chacun d'eux est déterminée conformément au 2^{ème} alinéa du décret n° 90.769 du 30/08/1990 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 89.1009 du 31/12/1989.

Ces dispositions (relatives au cumul d'assurance) ne s'appliquent pas au versement anticipé du forfait Prothèse dentaire si la restauration ne peut être effectuée dans le délai de deux ans, ni aux prestations forfaitaires « Invalidité et Décès ».

ARTICLE 4 - RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié dans les cas suivants :

4.1 - PAR L'APAC :

4.11 - en cas de non-paiement des cotisations (article L.113-3 du Code des Assurances).

Le défaut de paiement d'une cotisation annuelle ou d'un prorata donne lieu, dix jours après l'échéance, à une mise en demeure. En cas de non-paiement, trente jours après cette mise en demeure, la garantie est suspendue. Le contrat est résilié par l'APAC dix jours après la suspension si la cotisation n'a toujours pas été acquittée (article L.113-3 du Code des Assurances),

4.12 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L.113-9 du Code des Assurances),

4.13 - en cas d'aggravation de risques, telle que l'APAC n'aurait pas contracté, si elle en avait eu connaissance lors de la souscription, dans les conditions prévues à l'article L.113-4 du Code des Assurances, 1^{er}, 2^e et 3^e alinéas.

4.2 - PAR LE SOUSCRIPTEUR :

4.21 - en cas de majoration du tarif applicable aux risques assurés,

4.22 - après sinistre, moyennant préavis de deux mois,

4.23 - en cas de résiliation après sinistre d'un autre contrat par l'APAC, dans les deux mois de la notification qui en a été faite au souscripteur (article R.113-10 du Code des Assurances),

4.24 - en cas de diminution de risques, non suivie d'une diminution de cotisations, dans les conditions prévues à l'article L.113-4 du Code des Assurances, 4^e alinéa.

4.3 - DANS LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE L.622-13 DU CODE DU COMMERCE, EN CAS DE PROCEDURE DE SAUVEGARDE, DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE.

4.4 - DE PLEIN DROIT :

4.41 - en cas de retrait total de l'agrément de l'assureur procurant les garanties,

4.42 - en cas de réquisition des biens sur lesquels repose l'assurance, dans les conditions prévues par la législation en vigueur,

4.43 - en cas de perte totale des biens sur lesquels repose l'assurance, due à un événement non garanti (article L.121-9 du Code des Assurances).

4.5 - MODALITES DE LA RESILIATION

4.51 - La résiliation à l'initiative du souscripteur doit être notifiée à l'APAC au moyen d'une lettre recommandée ou bien par acte extrajudiciaire, ou encore déposée contre récépissé (article L.113-14 du Code des Assurances).

4.52 - La résiliation à l'initiative de l'APAC est notifiée au souscripteur par lettre recommandée, expédiée à la dernière adresse portée à sa connaissance.

4.53 - Le délai de résiliation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste, apposé sur la lettre recommandée.

ARTICLE 5 - DECLARATION DE SINISTRE

5.1 - Sous peine de DECHEANCE, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assuré ou à défaut le souscripteur est tenu de :

5.11 - déclarer tout événement susceptible de mettre en jeu l'une des garanties souscrites, dans les cinq jours ouvrés où il en a eu connaissance ; en cas de non-respect de ce délai, l'assureur ne peut vous opposer la déchéance pour déclaration tardive qu'à la condition de démontrer le préjudice qui résulte pour lui de ce retard,

5.12 - prendre sans délai, toutes les mesures propres à limiter l'importance des dommages et à sauvegarder les biens garantis,

5.13 - fournir un état estimatif détaillé des dommages subis par les biens garantis.

En cas de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré ou du souscripteur, sur la date, les circonstances ou les conséquences apparentes d'un événement garanti, l'assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité.

5.2 - AUTRES OBLIGATIONS

L'assuré ou le souscripteur doit :

5.21 - fournir tous éléments permettant la mise en cause de la responsabilité d'un tiers,

5.22 - transmettre sans délai toute communication relative à un événement garanti,

5.23 - se conformer aux instructions nécessaires à la conservation des intérêts de l'assureur.

En cas de manquement de sa part à ces obligations, l'assureur est fondé à lui réclamer - ou à retenir sur les sommes dues - l'indemnité correspondant au préjudice ainsi causé.

5.3 - ESTIMATION DES DOMMAGES

L'assuré ou le souscripteur en cas de sinistre, doit justifier de :

- l'existence et de la valeur des biens endommagés, par tous moyens en son pouvoir et tous documents en sa possession,
- l'importance des dommages.

En effet, les indications chiffrées fournies par les soins de l'assuré ou du souscripteur lors de la souscription ou de la modification du contrat et ayant servi de base au calcul de la cotisation, ne sont pas considérées comme preuve soit de l'existence des biens sinistrés, soit de leur valeur au moment du sinistre.

ARTICLE 6 - DUREE ET PLAFOND DES GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE

Ces garanties sont acquises contre les conséquences pécuniaires des sinistres (1) dès lors :

- que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie,
- et que la première réclamation (2) est formulée entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai de 5 ans (sauf hypothèses particulières fixées par voie réglementaire) à compter de la date d'expiration ou de résiliation des garanties, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait.

La garantie ne couvre pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré à la date de la souscription du contrat.

La garantie est accordée à concurrence des montants indiqués au Tableau Plafonds des garanties.

En cas de résiliation du contrat, la garantie est accordée pendant toute la durée de la garantie subséquente mentionnée ci-dessus à concurrence des montants indiqués au tableau Plafond des garanties en vigueur l'année précédant la date de résiliation du contrat. Ce montant est unique et s'applique à l'ensemble des réclamations présentées pendant le délai subséquent.

(1) constitue un sinistre, tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait générateur ou d'un ensemble

de faits générateurs ayant la même cause technique, imputable aux activités de l'assuré garanties par le contrat et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

- (2) constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit et adressée à l'assuré ou à son assureur.

ARTICLE 7 - EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie :

1 - les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ;

2 - les activités sportives exercées à titre professionnel ;

3 - les activités « chasse » ;

4 - les activités professionnelles non pratiquées au sein de la personne morale assurée ;

5 - les dommages occasionnés directement ou indirectement :

- *par la guerre étrangère, il appartient à l'assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère.*

- *par la guerre civile, les actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, les émeutes, les mouvements populaires, la grève et le lock-out ; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces faits.*

6 - les dommages résultant de la dessiccation et/ou réhydratation des sols, tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée et autres cataclysmes, exception faite des événements entrant dans le champ d'application de la loi n° 82.600 du 13/07/1982 relative à l'indemnisation des Catastrophes Naturelles ;

7 - les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation des noyaux d'atomes ou de la radioactivité, ainsi qu'aux effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle de particules ;

8 - les amendes, y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles ;

9 - les dommages résultant de toute participation en tant que concurrent ou organisateur, de l'assuré ou des personnes dont il est civilement responsable à des paris ;

10 - les dommages corporels, matériels et immatériels causés :

- *par la pollution de l'atmosphère, des eaux ou du sol,*

- *par toutes autres atteintes à l'environnement résultant de l'émission, du rejet ou du dépôt de substances solides, liquides ou gazeuses, de bruits, odeurs, vibrations, ondes, radiations, rayonnement ou modification de température, poussières.*

11 - les dommages qui sont la conséquence inévitable et prévisible des modalités d'exécution du travail ou de la mise en œuvre de l'activité de l'assuré ou, s'il s'agit d'une personne morale, par sa direction ;

12 - les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en vertu d'obligations contractuelles. La garantie demeure acquise à l'assuré dans les limites du contrat si, à l'occasion de dommages corporels, matériels et immatériels, sa responsabilité était recherchée à titre contractuel, lorsque cette responsabilité civile lui aurait incombé en l'absence de toute obligation contractuelle.

13 - les dommages de toutes natures causés par l'amiante ;

14 - les épreuves, manifestations, compétitions, objet d'une assurance particulière obligatoire conformément aux articles R.331-6 à R.331-17 et R.331-18 à R.331-34 du Code du Sport, exception faite des épreuves pédestres, objet d'une autorisation administrative préalable et non frappées d'un arrêté d'interdiction.

Cette exclusion vise toutes les garanties RC et dommages au cours ou à l'occasion de ce type d'épreuves ou manifestations.

Cette exclusion ne peut être levée qu'avec la souscription auprès de l'APAC d'un contrat Responsabilité Civile garantissant l'organisation de ce type de manifestation.

15 - les conséquences d'engagements (tels que clauses de garantie, astreintes, dédits, engagements de solidarité) dans la mesure où ils excèdent ceux auxquels les personnes assurées

seraient tenues en vertu des textes légaux sur la responsabilité.
16 - les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination des organismes génétiquement modifiés visés par la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 et les textes pris pour son application.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTION

Article L.114-1 du Code des Assurances

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L.114-2 du Code des Assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

ARTICLE 9 - REVISION DE LA COTISATION D'ASSURANCE

La cotisation peut être augmentée à l'échéance annuelle. Une augmentation de cotisation inférieure à 5% (cette augmentation de cotisation ne devant pas être confondue avec une augmentation liée à la déclaration de nouveaux risques ou de risques aggravés) n'habilite pas l'assuré à solliciter la résiliation du contrat.

ARTICLE 10 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

APAC ASSURANCES met à disposition de ses assurés un dispositif de règlement des litiges qui garantit la transparence et le respect de leurs droits.

Dans tous les cas de désaccord sur la mise en œuvre de ces garanties d'assurance, les collaborateurs de l'APAC ASSURANCES sont à la disposition des assurés pour rechercher une solution.

Si malgré tout, un litige persiste, l'assuré peut à tout moment adresser une réclamation par lettre simple à APAC ASSURANCES - Service Gestion des Réclamations - 21 rue Saint-Fargeau - CS 72021 - 75989 PARIS CEDEX 20, ou par messagerie électronique : apac-reclamations@laligue.org.

ARTICLE 11 - SUBROGATION

L'assureur est subrogé dans les droits et actions de l'assuré contre le tiers pour la récupération des frais et honoraires qu'il a exposés. Si des frais et honoraires justifiés restent à la charge de l'assuré, il les récupérera en priorité sur toute somme allouée à ce titre par la juridiction.

ARTICLE 12 – PRESTATIONS INDIVIDUELLE ACCIDENT

12.1 - DEFINITION DE L'ACCIDENT CORPOREL ET DE LA MALADIE GRAVE

L'**ACCIDENT CORPOREL** est défini comme « toute atteinte corporelle non intentionnelle de la part de la victime provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure » survenu au cours ou à l'occasion des activités garanties, et par assimilation, les intoxications alimentaires.

Par extension, les décès soudains survenus au cours ou à l'occasion d'une activité sportive sont considérés comme « accident ».

LA MALADIE GRAVE est définie comme toute maladie médicalement constatée se déclarant au cours d'un voyage ou séjour, d'une durée égale ou supérieure à 72 heures consécutives, entraînant :

- un arrêt total des activités de plus de 20 jours
- ou
- une hospitalisation médicale ou chirurgicale, soit dans un établissement hospitalier public ou privé supérieure à un jour, soit à domicile.

Ces définitions s'appliquent à l'ensemble des prestations indemnitaires et forfaitaires mentionnées ci-dessous.

12.2 - FRAIS DE SOINS (ACCIDENT CORPOREL ET MALADIE GRAVE)

A) Conditions d'intervention

Le bénéficiaire des garanties doit régler directement le montant des frais engagés, l'APAC ne procédant qu'au **remboursement** de ceux-ci.

Les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, de transport, d'appareillage sont pris en charge par l'APAC dans la mesure où ceux-ci relèvent de prestations normalement prévues par le Code de la Sécurité Sociale ou par tout autre régime obligatoire et qu'ils ont été engagés sur prescription médicale.

Si l'adhérent est :

- a) **assujéti** à un régime de Sécurité Sociale, le remboursement est égal à la différence entre :
 - le montant calculé sur la base du tarif conventionnelet
- les prestations **versées** par la Caisse dont dépend l'intéressé.
- b) **non assujéti** à un régime de Sécurité Sociale, le remboursement est égal à la différence entre :
 - le montant calculé sur la base du tarif conventionnelet
- les prestations **qui auraient été versées** par la Caisse d'Assurance Maladie du lieu du domicile de l'adhérent.

Au-delà du tarif-plafond conventionnel, les frais de soins, pharmaceutiques, prothétiques et d'hospitalisation garantis peuvent donner lieu à majoration dans la limite de 200% de ce tarif-plafond. Aucun dépassement de tarif justifié par la situation de fortune du bénéficiaire ne peut donner lieu à majoration.

Pour les frais médicalement prescrits mais non codifiés (PHN : Prestations Hors Nomenclature) ou sans tarif-plafond conventionnel (NR), la prise en charge sera plafonnée à 600 €.

En tout état de cause, l'APAC ne prend pas en charge la contribution forfaitaire instaurée par la loi du 13 août 2004 (1 € au 1^{er} juillet 2005), ni l'augmentation du ticket modérateur et les dépassements d'honoraires liés au non respect du parcours de soins (et ce, conformément aux dispositions de l'article L.871-1 du Code de la Sécurité Sociale).

L'APAC ne prend pas non plus en charge les actes et prestations pour lesquels le patient n'a pas accordé l'autorisation d'accéder à son dossier médical personnel et de le compléter, conformément à l'article L.161-36-2 du Code de la Sécurité Sociale.

B) Durée du service des prestations

1 - en cas d'accident :

Le versement des frais de soins, prestations complémentaires et frais de premier appareillage cesse à la date de guérison ou de consolidation des blessures et en cas d'invalidité, à la date de fixation du degré d'invalidité.

Le service peut en être repris si, postérieurement à la date de consolidation ou de fixation du degré d'invalidité, l'état de l'intéressé présente une aggravation mais à condition qu'il soit reconnu après expertise que cet état est la conséquence de l'accident ayant ouvert droit aux premières prestations.

2 - en cas de maladie

Les prestations ne peuvent être versées pendant plus de 60 jours à compter du premier acte médical pour la même maladie.

12.3 - INVALIDITE PERMANENTE

A/ Modalités de paiement du capital :

- victime bénéficiaire majeure ou mineure émancipée : versement de l'indemnité en sa faveur ;
- victime mineure sous administration légale pure et simple : indemnité versée aux parents après accomplissement des formalités prévues par l'article 389-5 du Code Civil (information du choix de placement du capital auprès du Juge des Tutelles du Tribunal d'Instance du lieu du domicile) ;
- victime mineure en administration légale sous contrôle judiciaire : indemnité versée à l'administrateur légal selon les dispositions de l'article 389-2 du Code Civil déterminant le mode d'utilisation du capital attribué.

B/ Exclusions particulières :

Sont exclus les préjudices de caractère personnel correspondant

aux souffrances physiques ou morales endurées, les préjudices esthétiques et d'agrément, ainsi que les séquelles purement subjectives.

12.4 - DECES

En cas de décès consécutif à un accident garanti et si ce décès survient dans un délai **n'excédant pas un an après la date de l'accident**, le montant du capital est versé au profit :

- a) des ayants droit légaux de la victime, si celle-ci est mineure,
- b) au bénéficiaire désigné lors de l'adhésion, si la victime est majeure, ou à défaut de bénéficiaire désigné au conjoint de la victime (époux, concubin ou pacsé) ou à défaut à ses enfants nés ou à naître. A défaut de conjoint et d'enfants, le capital est versé au notaire chargé de la succession pour répartition entre les ayants droit.

FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES « RESPONSABILITE CIVILE » DANS LE TEMPS

Cette fiche d'information est établie en application de l'article L.112-2 du Code des Assurances. Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Comprendre les termes

Fait dommageable : Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation : Constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit et adressée à l'assuré ou à son assureur.

Période de validité de la garantie : Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente : Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez vous au I. Sinon, reportez vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le "fait dommageable" ou si elle l'est par "la réclamation".

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par le "fait dommageable" ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement "par la réclamation" ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque. L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque. C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un

des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserait. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

3.1. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable. La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation. Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés.

Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

APAC assurances

vous propose des solutions sur mesure

aussi n'hésitez pas à nous contacter
pour des garanties optionnelles



Association Pour l'Assurance Confédérale

21 rue Saint-Fargeau - CS 72021 - 75989 PARIS CEDEX 20

www.apac-assurances.org